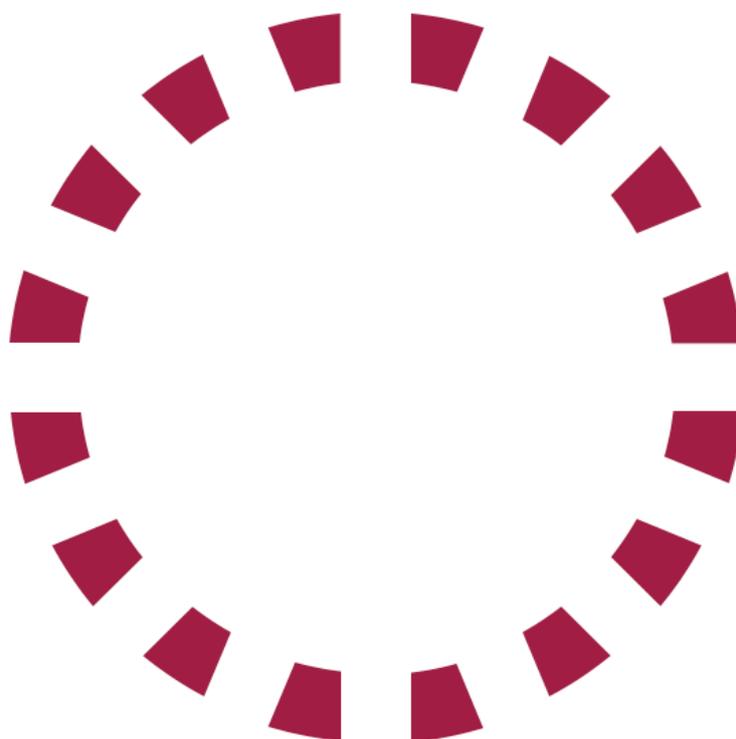


Enquête sur les perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao au Mali

« On a l'impression d'être en prison dans notre propre
pays »

Principaux résultats de la recherche menée en avril 2024



Sommaire

Sommaire	2
Définitions utilisées	4
I. Cadre de l'enquête	5
II. Échantillonnage et administration du questionnaire	6
III. Contexte de la recherche	8
IV. Résultats de l'enquête	10
4.1. Les perceptions de l'(in)sécurité	10
1) La perception de la situation sécuritaire au niveau national	10
2) La perception de la situation sécuritaire au niveau local	14
3) Les perceptions de la sécurité selon les catégories de populations	20
4.2. La présence des acteurs de la sécurité	21
1) Les acteurs nationaux de la sécurité.....	21
2) Le départ de la MINUSMA.....	28
4.3. Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité	33
4.4. Les relations entre la société civile et les questions de sécurité	35
4.4 L'accès à la justice	38
Conclusions	40
Recommandations	41

Table des graphiques

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon	7
Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par catégorie socio-professionnelle	7
Graphique 3 : Nombre de personnes déplacées par région (Mali)	8
Graphique 4 : Nombre d'actes de violence à l'encontre des civils par région	9
Graphique 5 : Que pensez-vous de la situation sécuritaire dans votre pays ?	10
Graphique 6 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par zone de résidence	10
Graphique 7 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par catégorie socio-professionnelle.....	11
Graphique 8 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par genre.....	11
Graphique 9 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par âge	12
Graphique 10 : Perception de la situation sécuritaire selon le niveau d'alphabétisation	12
Graphique 11 : Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national par région (par phases d'enquête Just Future)	13
Graphique 12 : Perception de l'amélioration de la situation sécuritaire au niveau national par catégorie socio-professionnelle (Q4 et Q5)	13
Graphique 13 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par zone de résidence	15
Graphique 14 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par localité.....	16
Graphique 15 : Comment vous sentez-vous dans votre localité ?	17
Graphique 16 : Si vous ne vous sentez pas en sécurité, quelle en est la raison principale, selon le lieu de résidence....	18
Graphique 17 : Comment vous sentez-vous dans votre localité ? par région.....	18
Graphique 18 : Perception de la sécurité au niveau local par région (Q0-Q5).....	19
Graphique 19 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par profession (Q4-Q5)	20
Graphique 20 : Perception de la présence des acteurs de la sécurité par région	21
Graphique 21 : Perception de la présence d'acteurs de la sécurité par commune.....	21
Graphique 22 : Perception de la présence des acteurs de la sécurité par zone de résidence	22
Graphique 23 : Présence et confiance dans les FDS dans la région de Gao.....	23
Graphique 24 : Présence et confiance dans les FDS dans la région de Mopti	24
Graphique 25 : Présence et confiance dans les FDS dans la région de Bandiagara	24
Graphique 26 : Présence et confiance dans les FDS dans la région de Tombouctou.....	24
Graphique 27 : Présence et confiance dans les forces étrangères.....	25
Graphique 28 : Présence et confiance dans les groupes d'autodéfense (GAD)	25
Graphique 29 : Variation de la confiance (oui) dans les acteurs Q3-Q4-Q5.....	26
Graphique 30 : Pensez-vous que les acteurs suivants sont une source d'insécurité dans votre localité ?.....	27
Graphique 31 : Pensez-vous que les acteurs suivants sont une source d'insécurité dans votre localité par catégorie socio-professionnelle (réponse oui).....	27
Graphique 32 : Pensez-vous que les acteurs suivants sont une source d'insécurité dans votre localité ?.....	28
Graphique 33 : Selon vous, quelle est la conséquence principale du départ de la MINUSMA ?	29
Graphique 34 : Variation dans le temps sur la conséquence principale du départ de la MINUSMA ?(Q4 et Q5).....	29
Graphique 35 : Depuis le départ de la MINUSMA, considérez-vous que la situation économique s'est :	29
Graphique 36 : Selon vous, quelle est la conséquence principale du départ de la MINUSMA (par région) ?	30
Graphique 37 : Depuis le départ de la MINUSMA, considérez-vous que la situation économique s'est (Variation Q4-Q5)	30
Graphique 38 : Pour lutter contre les groupes armés violents, pensez-vous que les FDS :	31
Graphique 39 : Quelles doivent être les priorités des FDS par genre et âge	31
Graphique 40 : Pensez-vous que la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (2015) aura un impact :	32
Graphique 41 : Pensez-vous que la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (2015) aura un impact, par région	32
Graphique 42 : Selon vous, la sortie de la CEDEAO est-elle :	33
Graphique 43 : Forces contactées en cas d'attaque contre les personnes, tensions entre communautés et injustice avec les FDS	34
Graphique 44 : Connaissance des différences entre le rôle de l'armée et le rôle des FSI (forces de sécurité intérieure)	34
Graphique 45 : Perceptions du comportement des FDS envers les communautés.....	35
Graphique 46 : Qu'attendez-vous des acteurs de la société civile concernant les questions de sécurité ?	37
Graphique 47 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance ?.....	38
Graphique 48 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance ?.....	38
Graphique 49 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par catégorie socio-professionnelle.....	39
Graphique 50 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par zone de résidence	39
Graphique 51 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par âge et genre	39
Graphique 52 : Perception de l'indépendance de la justice par catégorie socio-professionnelle.....	40

Définitions utilisées

Forces de défense et de sécurité	Cette appellation inclut les Forces armées maliennes (FAMa) et les forces de sécurité intérieure que sont la garde nationale, la gendarmerie et la police.
Insécurité	État de peur et d'anxiété dû à une absence ou à un manque de protection. Cet état reflète à la fois une insécurité physique et une insécurité liée à des conditions socioéconomiques dégradées. ¹
Perceptions de la sécurité	Interprétations subjectives des conditions sécuritaires objectives. La perception de la sécurité se fonde sur des réactions psychologiques face aux risques et aux mesures prises pour limiter ces derniers. ² Elle peut être liée aux expériences individuelles, mais elle peut également avoir des liens forts avec l'identité des personnes.
Sécurité	Le terme fait ici référence à la « sécurité objective » liée à la capacité d'un État à assurer la protection de ses citoyens face aux menaces intérieures et extérieures, mais aussi à la « sécurité humaine » selon laquelle les individus et les collectivités sont protégés contre les atteintes à leur intégrité physique, psychologique et morale, causées par la violence politique ou civile, la mauvaise gouvernance juridique, les risques sanitaires ou environnementaux, et/ou par la menace de telles atteintes. ³
Violence contre les civils	Selon la définition donnée par ACLED ⁴ , événements violents lors desquels un groupe armé organisé inflige délibérément une violence envers des personnes non-combattantes et non-armées. Ces actes peuvent induire des violences sexuelles, des attaques armées directes, des kidnappings ou des disparitions forcées.

¹ Beland D. (2005), *The political construction of collective insecurity: From moral panic to blame avoidance and organized irresponsibility*. Center for European Studies, Working Paper Series 126.

² B. Schneier, 'The Psychology of Security', in: S. Vaudenay (Ed.), *AFRICACRYPT 2008*, (Springer-Verlag, 2008).

³ UNOCHA, *Définition de la sécurité humaine*, bit.ly/3Y6xpM5

⁴ Définitions données par l'ONG ACLED, bit.ly/3HfZPMM

I. Cadre de l'enquête

Ce rapport a été réalisé dans le cadre du programme *Just Future* (Avenir Juste), mis en œuvre par un consortium piloté par CORDAID qui rassemble plusieurs organisations et instituts de recherche et dont l'objectif est de soutenir les acteurs de la société civile. *Just Future* vise à établir un partenariat stratégique global avec les organisations de la société civile, afin « d'améliorer l'accessibilité, la réactivité et la redevabilité des institutions de sécurité et de justice », notamment par la « mobilisation de la société civile pour une action collective et un plaidoyer »⁵ dans six contextes fragiles (Burundi, République démocratique du Congo, Mali, Niger, Soudan du Sud et Afghanistan).

Initiée en novembre 2021, cette recherche s'appuie sur des enquêtes de perception menées deux fois par an jusqu'en 2025. Cette collecte réalisée en début d'année 2024 a été mise en œuvre sur le terrain par le Centre de recherche sur le savoir local - Point Sud. Cette recherche s'inscrit dans le deuxième objectif du programme *Just Future* visant à renforcer les capacités des organisations de la société civile.

Le questionnaire est structuré autour de quatre grandes sections :

1. les perceptions de la sécurité aux niveaux national et local ;
2. les acteurs de la sécurité et de l'insécurité ;
3. les relations entre les populations et les forces de défense et de sécurité ;
4. la société civile et l'(in)sécurité.

Les objectifs de ces enquêtes sont d'identifier, sur le long terme, les acteurs de la sécurité et de mieux comprendre les relations entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité, dans les localités d'intérêt pour le programme *Just Future* et ses partenaires. Cette recherche s'appuie à la fois sur un questionnaire, sur l'observation et sur des « journaux de terrain » renseignés chaque jour par les facilitateurs et facilitatrices.

Ces données quantitatives ont pour but d'informer la société civile et les acteurs nationaux et internationaux sur les actions les plus appropriées à mettre en place concernant les questions de sécurité, et sur les organisations et interlocuteurs à privilégier. Les journaux de terrain, quant à eux, renseignent sur les contextes dans les localités d'enquête et leur évolution. Après chaque enquête, les résultats sont discutés avec les facilitateurs et facilitatrices, ainsi qu'avec les organisations de la société civile partenaires du programme *Just Future* à Bamako. Des restitutions sont ensuite organisées dans les régions avec des acteurs locaux de la société civile. Ces échanges permettent d'enrichir les résultats et les analyses des données collectées auprès des populations.

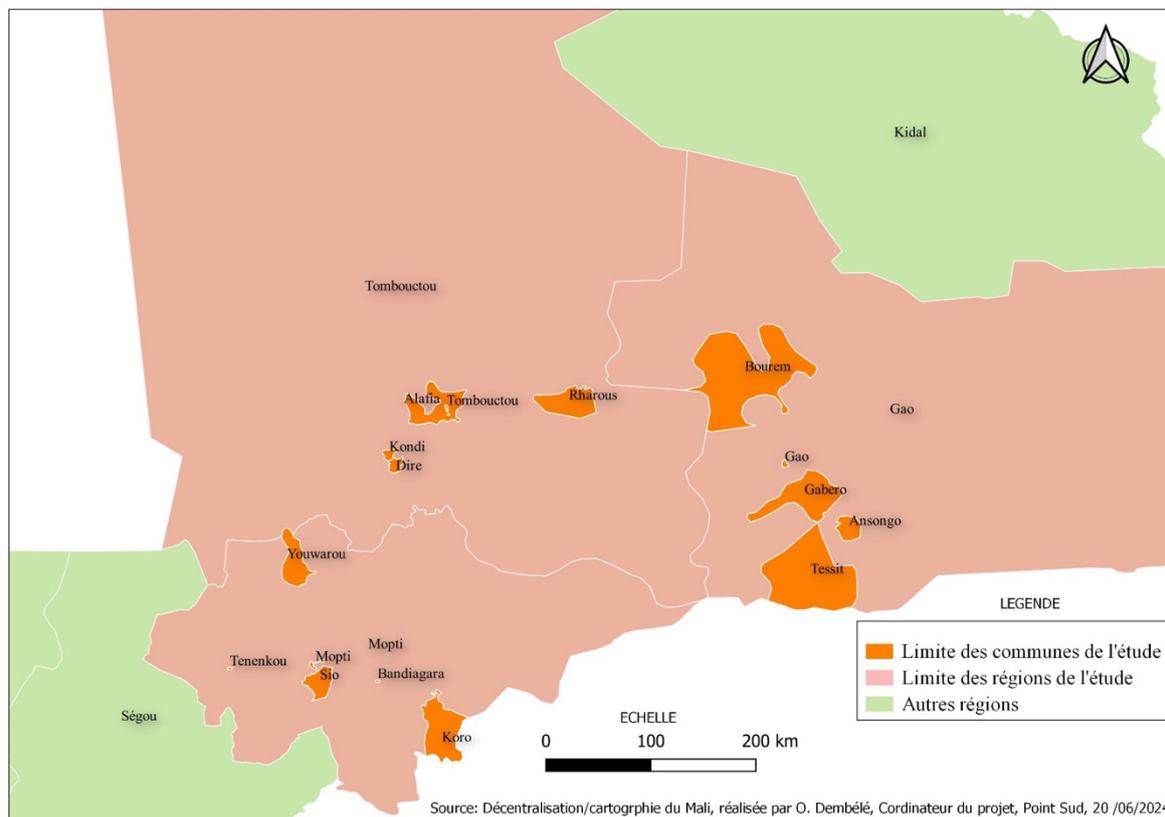
Nous soulignons que la recherche est menée dans un environnement fort complexe, où la sécurité des facilitateurs et facilitatrices et des populations est la priorité. Nous travaillons dans un environnement où la communication est manipulée, avec en particulier, une communication très offensive des autorités maliennes relayée sur les réseaux sociaux et radios locales. Cela est pris en compte dans l'analyse des données, qui sont triangulées avec des entretiens qualitatifs et une connaissance approfondie des zones de travail. Nous remercions également toutes les personnes qui ont bien voulu relire ce rapport et l'enrichir grâce à leur connaissance du contexte.

⁵ Avenir Juste, Proposition de programme – octobre 2020, p.7

II. Échantillonnage et administration du questionnaire

Les questionnaires ont été administrés du 15 au 24 avril 2024 dans 4 régions et 16 localités.

Régions enquêtées	Bandiagara	Mopti	Gao	Tombouctou
% de l'échantillon	13 %	31 %	31 %	25 %

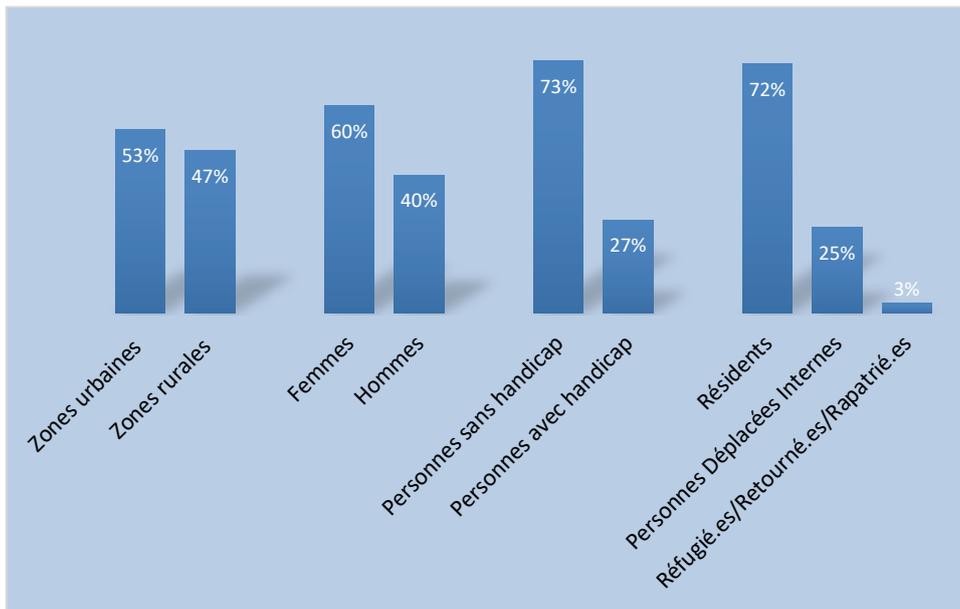


*Régions et communes enquêtées en avril 2024 dans le cadre du projet Just Future
Cartographie du Mali, réalisée par le Dr O. Dembélé, coordinateur du projet au sein de POINT SUD.*

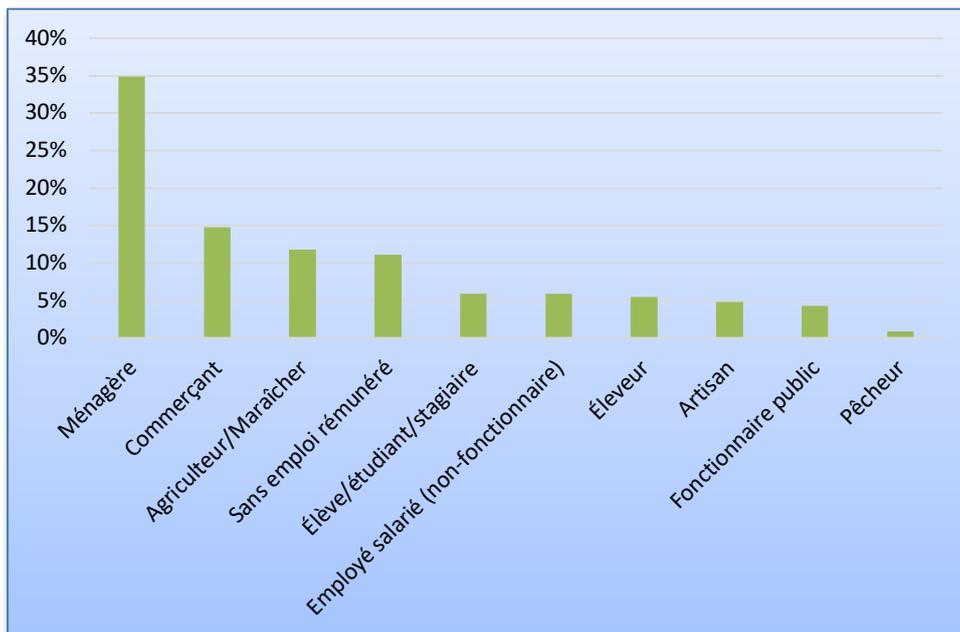
L'enquête a couvert un échantillon de 541 personnes sur la base d'estimation de populations au niveau communal.

En raison de l'insécurité, la personne déployée à Bandiagara et qui devait poursuivre à Koro a dû rester deux jours supplémentaires à Bandiagara, situation due à l'attaque contre Dan Na Ambassagou et au blocage de la RN 15. Pour qu'elle puisse poursuivre le travail, des personnes déplacées du cercle de Koro ont été interrogées à Bandiagara ville et la personne s'est rendue à Koro dès que le déplacement a été possible. Dans la région de Tombouctou, certains PDI sont rentrés, ce qui semble confirmer une certaine accalmie autour de Tombouctou. En revanche, la commune de Lafia a été remplacée par celle d'Alafia en raison de l'inaccessibilité du village de Bori.

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon



Graphique 2 : Répartition de l'échantillon par catégorie socio-professionnelle



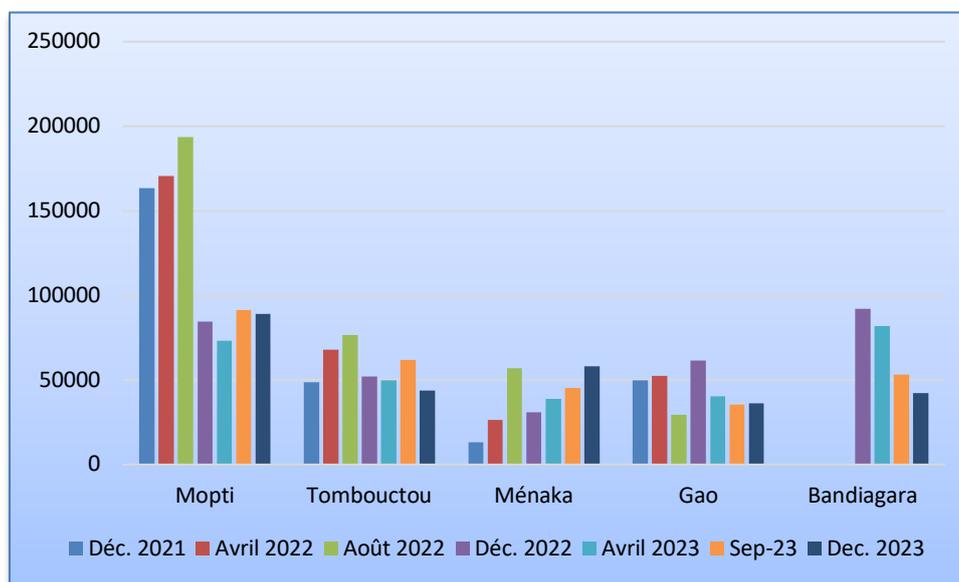
III. Contexte de la recherche

Cette nouvelle recherche de terrain a été menée au mois d’avril, décalée d’un mois par rapport aux années précédentes, en raison du mois de Ramadan. La recherche a coïncidé avec des sessions de dialogue inter-malien qui se tenaient dans certaines localités. C’est aussi une période où les activités agricoles sont plus limitées.

Le nombre de personnes déplacées internes a diminué dans les régions de Mopti et Tombouctou, ce qui correspond à l’amélioration de la perception de la sécurité dans ces deux régions (voir infra). En revanche, le nombre de personnes déplacées continue d’augmenter dans la région de Ménaka et, dans une moindre mesure, à Gao, qui accueille les personnes déplacées des zones rurales. À Bandiagara, le nombre de personnes déplacées a également diminué.

	Déc. 2021	Avril 2022	Août 2022	Déc. 2022	Avril 2023	Sept 2023	Déc. 2023
Mopti	163 496	170 501	193 823	84 581	73 242	91 274	88 947
Tombouctou	48 529	67 839	76 550	52 153	49 953	61 827	43 683
Ménaka	12 995	26 525	57 077	30 928	38 804	45 121	57 931
Gao	49 803	52 338	29 508	61 435	40 347	35 613	36 354
Bandiagara⁶	-	-	-	92 112	82 005	53 218	42 208

Graphique 3 : Nombre de personnes déplacées par région (Mali)

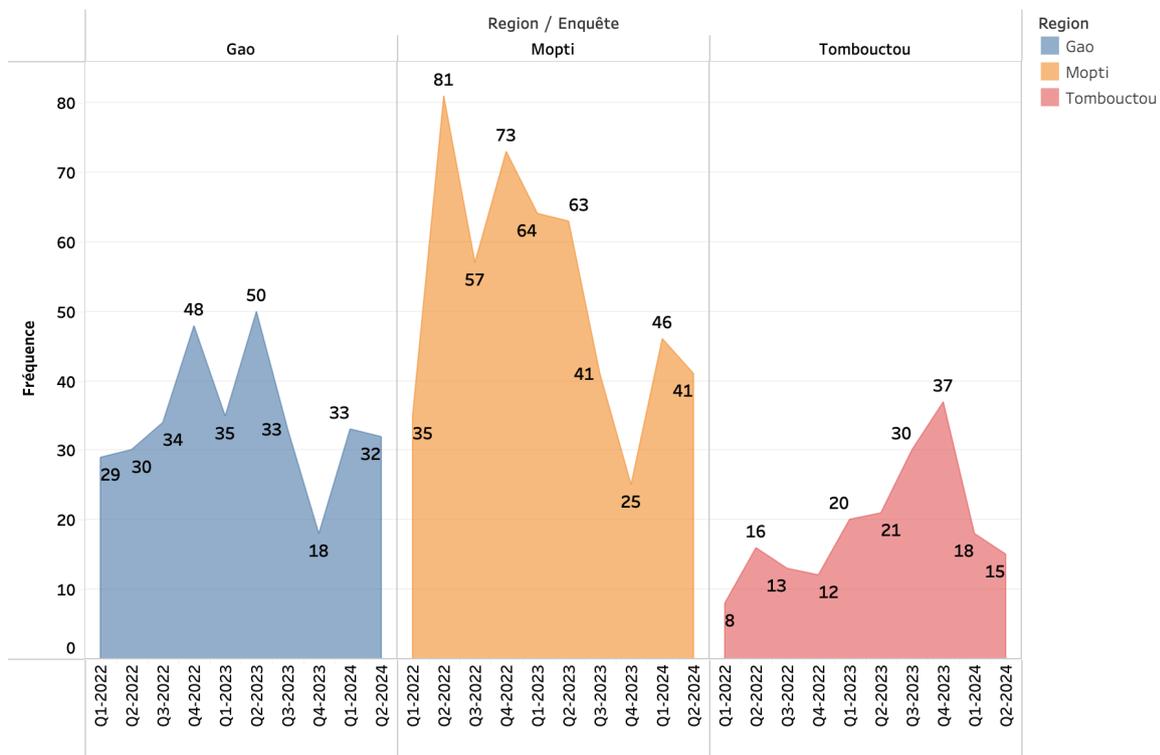


Source : IOM, Rapport DTM, Matrice de suivi des déplacements.

⁶ La région de Bandiagara est issue d’un redécoupage administratif et correspond à une division de la région de Mopti, découpage adopté officiellement en février 2023.

Graphique 4 : Nombre d'actes de violence à l'encontre des civils par région

(Données ACLED- janvier 2022-mars 2024, par trimestre)



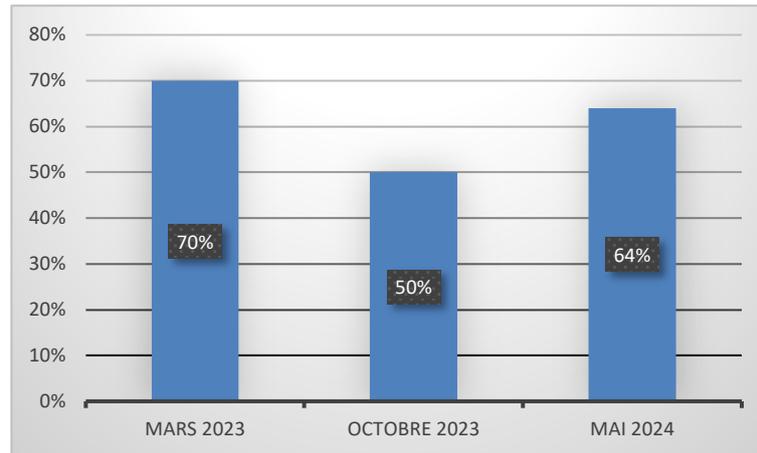
IV. Résultats de l'enquête

4.1. Les perceptions de l'(in)sécurité

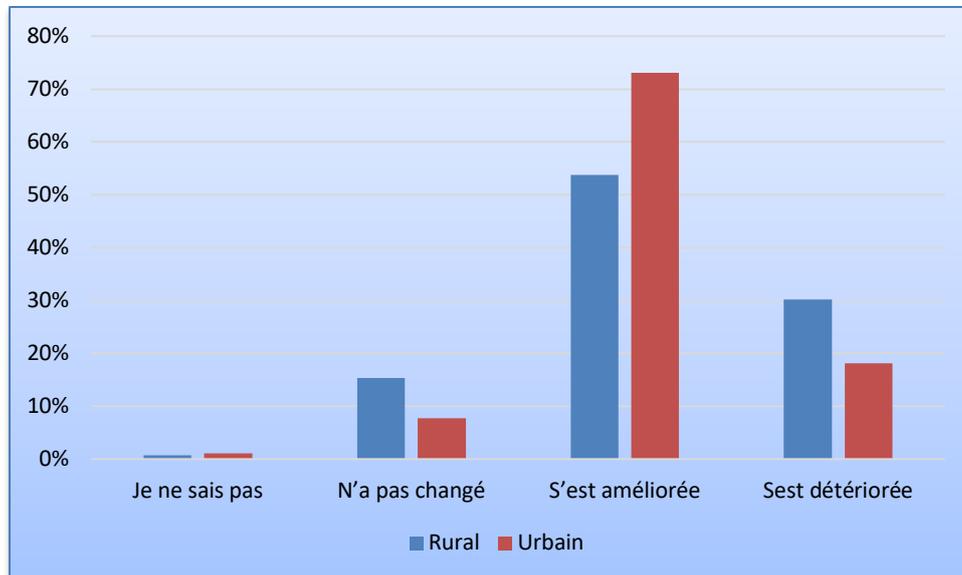
1) La perception de la situation sécuritaire au niveau national

Au niveau national, la perception de la situation sécuritaire du pays est meilleure qu'au moment de l'enquête Q4 (octobre 2023) :

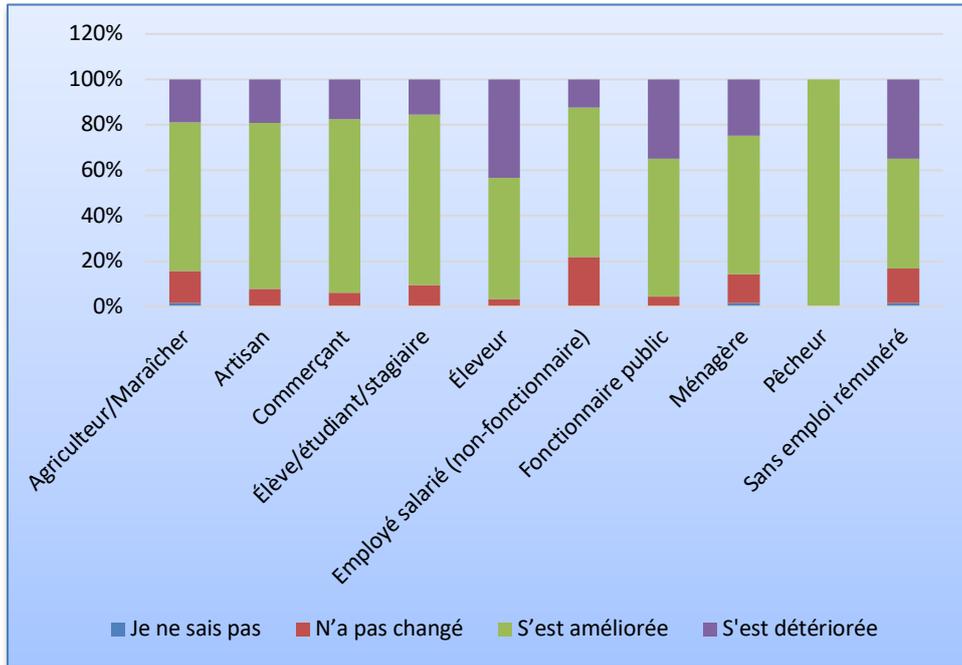
Graphique 5 : Que pensez-vous de la situation sécuritaire dans votre pays ?



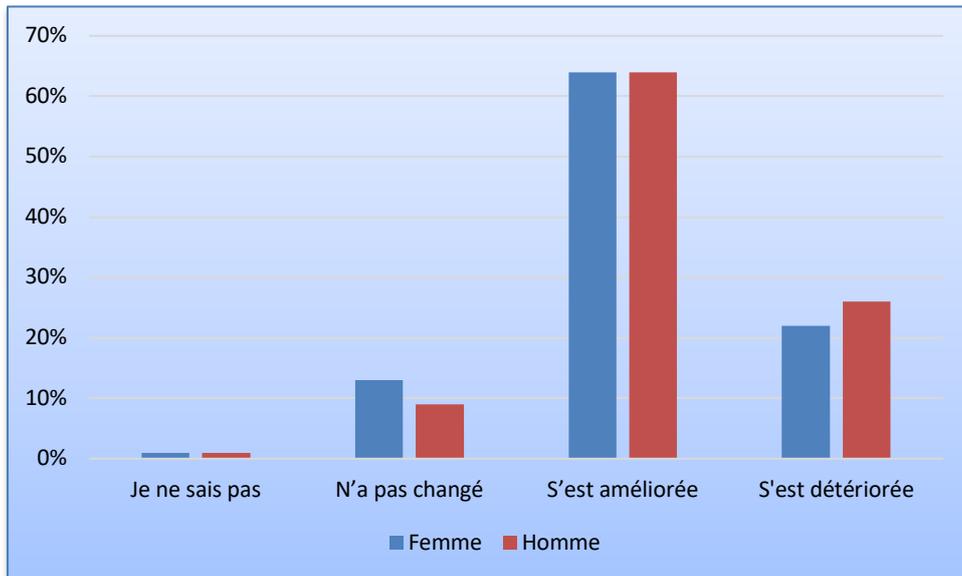
Graphique 6 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par zone de résidence



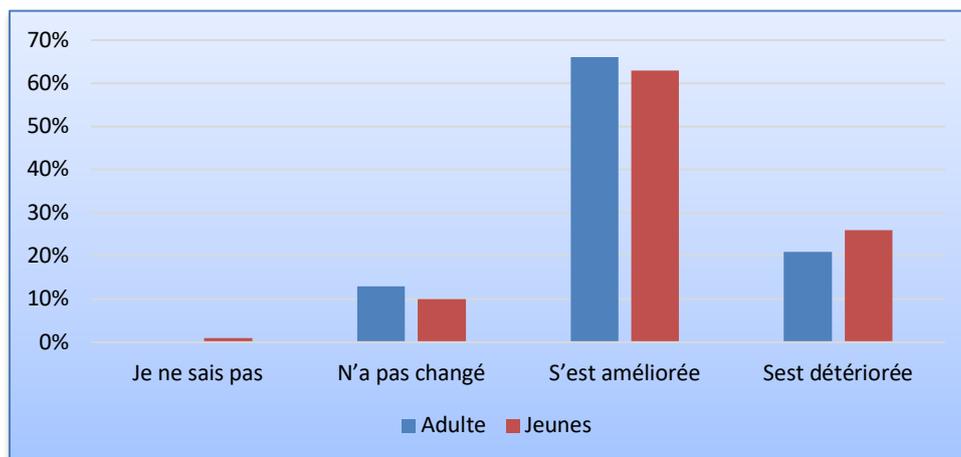
Graphique 7 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par catégorie socio-professionnelle



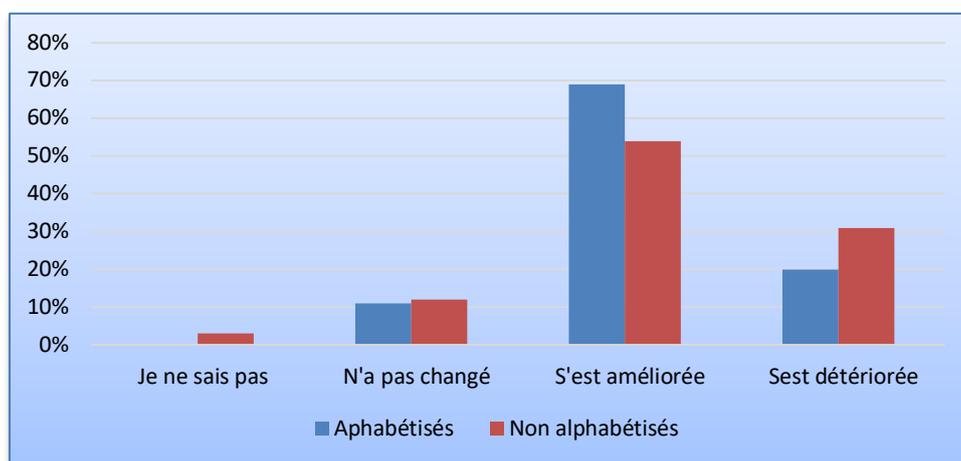
Graphique 8 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par genre



Graphique 9 : Perception de la situation sécuritaire au niveau national par âge

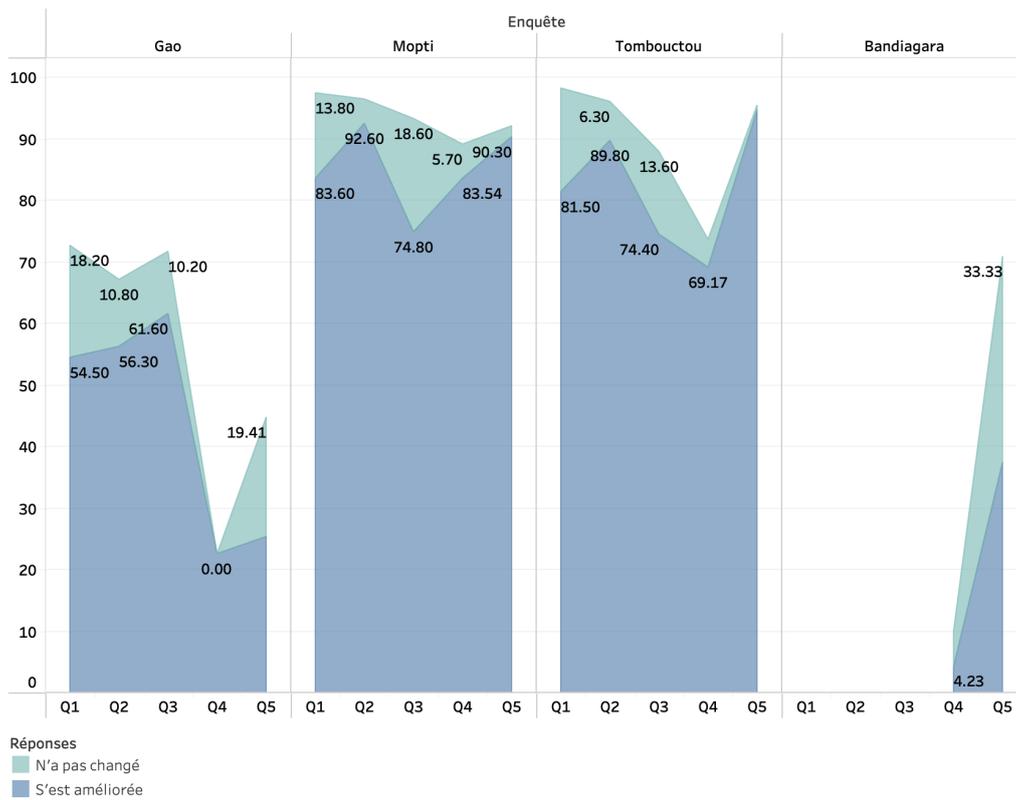


Graphique 10 : Perception de la situation sécuritaire selon le niveau d'alphabétisation



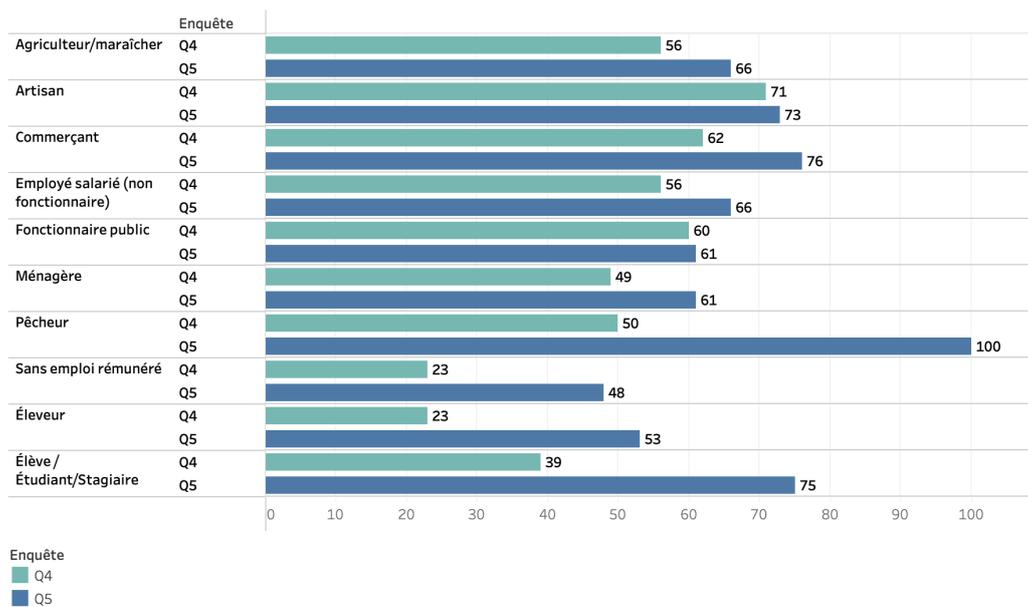
Cependant, des différences régionales sont à noter : les populations des régions de Tombouctou (95 %) et Mopti (90 %) sont plus nombreuses à rapporter une amélioration de la situation au niveau national que **les populations de la région de Gao dont 55 % rapportent que la situation s'est détériorée**. Dans la région de Bandiagara, 38 % des populations jugent que la situation sécuritaire s'est améliorée, 33 % pensent que la situation n'a pas changé, et 28 % estiment qu'elle s'est détériorée.

Graphique 11 : Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national par région (par phases d'enquête Just Future)



73 % des personnes interrogées pensent que le nombre d'attentats dans le pays a diminué, en particulier les populations des régions de Mopti, Gao et Tombouctou. En revanche, les populations de Bandiagara estiment que la fréquence des attaques reste inchangée.

Graphique 12 : Perception de l'amélioration de la situation sécuritaire au niveau national par catégorie socio-professionnelle (Q4 et Q5)



2) La perception de la situation sécuritaire au niveau local

Au niveau local, 70 % des répondants jugent que la situation s'est améliorée contre 52 % en octobre 2023, tandis que 18 % estiment qu'elle s'est détériorée (contre 43 % en octobre 2023). Cette perception est d'une part liée au fait que les populations limitent considérablement leurs activités : les mots de « prudence » et de « vigilance » sont constamment prononcés, et les populations rapportent qu'ils restreignent leurs déplacements, changent leurs modalités de déplacements, abandonnent les champs, mares et cours d'eau les plus éloignés, réduisent leur fréquentation des foires et marchés, en raison notamment de la présence des djihadistes qui « préfèrent plus les jours de foire pour faire leurs opérations » (Journal de terrain, région de Mopti, avril 2024). Les changements dans les mobilités, le confinement des populations rurales à cause des blocus imposés par les groupes armés, de la présence de mines anti-personnelles sur les routes, des attaques dans les champs ou contre les troupeaux des éleveurs isolent les populations. Cette enquête a aussi coïncidé avec une baisse des activités agricoles, et donc à une baisse des attaques contre les agriculteurs dans les champs ou du vol des récoltes.

C'est dans la région de Tombouctou que la perception de l'amélioration de la situation est la meilleure (98 % des répondants) suivie par la région de Mopti (79 %).

Aujourd'hui nous pouvons dire qu'il y a un peu de sécurité, ça fait longtemps qu'on ne parle plus des attaques. (Propos recueilli auprès d'un jeune homme, région de Tombouctou, avril 2024)

Pour le moment, les gens se rendent à leurs champs et même les foires hebdomadaires sont fréquentées régulièrement. (Propos recueilli auprès d'une jeune femme, région de Tombouctou, avril 2024)

La perception de la sécurité locale s'est beaucoup améliorée à Tombouctou ville avec des habitants qui rapportent une diminution des braquages, des vols et des assassinats ciblés. Cette amélioration serait due selon les populations aux interventions de l'armée, des patrouilles mixtes et de la levée du blocus. Cette amélioration a un impact positif sur l'économie, avec la réouverture des marchés et le retour à des activités « normales dans les foires. Cependant, certains commerçants qui avaient quitté la ville ne sont pas encore revenus à Tombouctou.

Dans la région de Bandiagara, les réponses sont plus nuancées : **49 % des répondants estiment que la situation s'est améliorée**, 35 % considèrent qu'elle n'a pas changé, et 17 % estiment qu'elle s'est détériorée. Dans la région de Gao, 49 % des personnes interrogées affirment que la situation s'est améliorée et **35 % qu'elle s'est détériorée**, et 16 % qu'elle n'a pas changé. Cette diminution est aussi liée à la saison et à la baisse des attaques généralement de février à avril (baisse des activités agricoles).

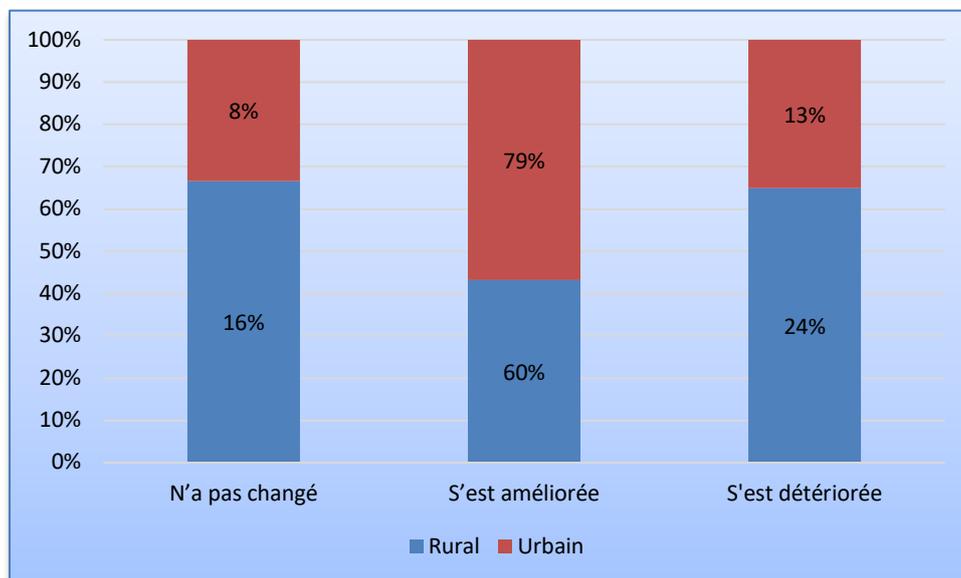
On observe ici une différence entre la perception de la situation sécuritaire au niveau national et celle au niveau local, où les populations adaptent leurs comportements et se sentent davantage protégées au sein de leur communauté. **Les communes de Tessit, Ansongo et Gabero sont celles où la situation sécuritaire locale s'est le plus détériorée. C'est aussi le cas pour 48 % des personnes interrogées à Bandiagara ville.** En revanche, la situation dans le cercle de Bourem est perçue comme s'étant améliorée. **Les violences des groupes armés djihadistes sont considérées comme la principale cause de la détérioration de la situation, notamment dans les régions de Bandiagara et Mopti.**

Dans la région de Bandiagara, l'enquête a coïncidé avec l'enlèvement des deux bus de Bankass et l'attaque par drones contre Dan Na Ambassagou du 14 avril 2024 causant la mort d'une dizaine de personnes. Tous les hommes présents dans les bus ont été enlevés. En réaction, la population a établi un blocus de la RN 15.

Malgré la montée en puissance des FDS (Forces de défense et de sécurité) l'insécurité est bien réelle, vu le nombre très élevé des déplacés et des attaques multiples ainsi que des enlèvements (...). La population s'adapte à la situation actuelle et vaque à ses occupations dans la plus grande inquiétude pour ne pas tomber dans les embuscades ou d'être enlevé par des hommes armés. (Journal de terrain, région de Bandiagara, avril 2024)

L’incapacité des FDS à protéger les populations des attaques a souvent été évoquée dans les discussions. La ville de Bandiagara accueille également un grand nombre de personnes déplacées, ce qui pèse sur les populations résidentes, tandis que l’insécurité contribue à l’augmentation des prix des aliments.

Graphique 13 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par zone de résidence



À Gao ville, les populations parlent d’amélioration de la situation qu’elles attribuent aux mesures prises par les autorités, comme le couvre-feu et l’interdiction de la circulation des véhicules pick-up dans la région de Gao, les patrouilles nocturnes en ville ainsi qu’un meilleur équipement des FAMA en « matériel de guerre ». Cependant, le 16 mars, des obus sont tombés sur la ville, dont un sur une habitation blessant un enfant de 13 ans. De plus, un blocage de la route entre Sévaré et Gao empêche le ravitaillement de la ville en produits alimentaires.

Dans le cercle d’Ansongo, l’insécurité reste très importante en dépit de la présence des FDS. Les groupes djihadistes mettent la pression sur les communes et les activités économiques dont les foires. **Les populations civiles paient aussi le prix fort des opérations militaires menées contre les groupes djihadistes que ce soit par les forces armées nationales ou par les groupes armés djihadistes :**

(...) juste après des opérations militaires, les populations ont été aussitôt approchées et menacées par les groupes armés djihadistes qui les somment de quitter les lieux à cause du fait qu’ils les soupçonnent d’être complices des forces armées de défense. Cela a entraîné des nouveaux déplacements vers la ville et villages d’Ansongo. (Journal de terrain, Gao, mai 2024)

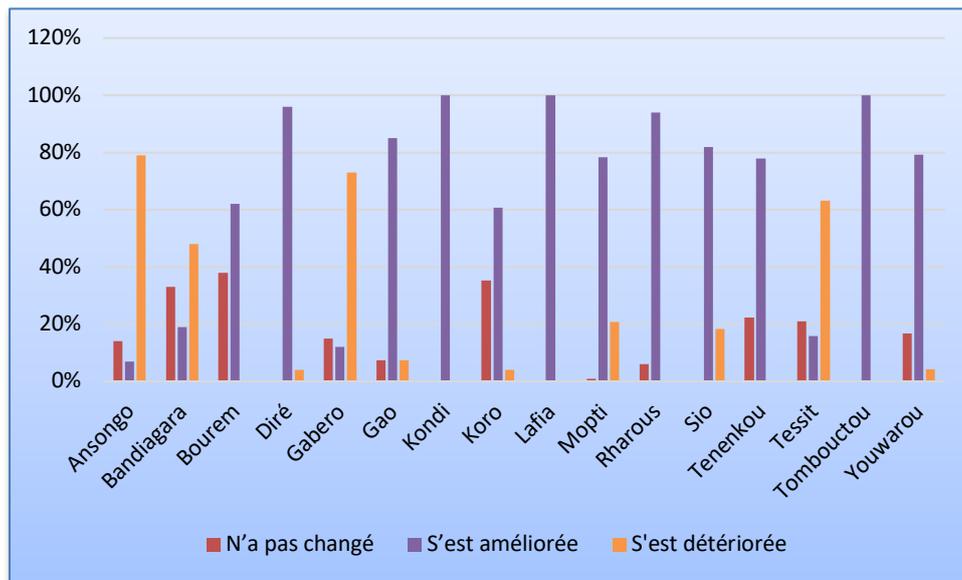
(...) des hommes armés sur dix motos font irruption dans le village de Tassiga Gourma et Tassiga île le 18 avril 2024 vers 20 h pour donner 24 h à la population de laisser le village après avoir enlevé quatre jeunes au village de Tassiga île. Les populations étaient contraintes de se déplacer vers d’autres horizons. Les boutiques et les maisons ont été pillées, les animaux ont été emportés. Quelques jours avant c’est-à-dire le 15 avril un village de la même commune Lellehoye Gourma en pleine journée ces hommes armés ont fait irruption entre 11 h et 12 h tuant 4 hommes par rafale et un blessé ; le 18 avril, arrestation par les FAMA après une poursuite fructueuse sur l’axe Gao-Ansongo le mercredi 17 avril 2024 de deux bandits activement recherchés et responsables de plusieurs braquages sur les axes RN-18 et RN-17. De même dans la nuit du 21 au 22 avril des braqueurs ont fait irruption dans le village de Bara avec une moto tricycle. Les FAMA ont interpellé les deux braqueurs après une opération spéciale. (Journal de terrain, Gao, mai 2024)

Bien que les répondants jugent que la situation s’est améliorée dans la région de Mopti, les axes routiers restent très dangereux, en particulier entre Sévaré et Bandiagara, ainsi qu’entre Bandiagara et Bankass. Les populations résidentes à Mopti ont été informées des attaques dans les localités de Bandiagara et

du blocus sur la RN 15 organisé par les populations après l'enlèvement des deux cars et de leurs passagers par des groupes armés.

Les raisons de l'insécurité varient selon le lieu de résidence et les menaces sont plus nombreuses en zones rurales. **En milieu urbain, 75 % des personnes citent les attaques, destructions et vols comme principales raisons d'insécurité, contre 37 % en milieu rural, où les populations citent également la présence des groupes armés non-étatiques (21 %), ainsi que la pauvreté et le chômage (13 %).** En ce qui concerne le genre des personnes interrogées, les femmes évoquent davantage l'absence des FDS (15 %), par rapport aux hommes (2 %), tandis qu'elles mentionnent moins les attaques, les vols et les menaces (42 % contre 61 % pour les hommes).

Graphique 14 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par localité



Les centres urbains accueillent de nombreux déplacés des zones rurales, davantage soumises aux attaques des groupes armés : par exemple, la ville de Youwarou accueille de nombreux déplacés des villages de Béma, Djou-Djou-Daga et Woro-Wol et plus récemment des villages de Gathi-Loumo, qui seraient arrivés en décembre 2023.

Selon un déplacé de Gathi-loumo, l'armée malienne et les supplétifs russes sont cantonnés à Léré, ils font patrouille dans la zone dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. À leur surprise, le lundi 18 décembre 2023 jour de foire, l'armée et ses supplétifs ont envahi la ville, c'est la débâcle, panique et sauve-qui-peut, chez les forains, 27 personnes ont été exécutées par les militaires, parmi les morts 7 sont ressortissants de Gathi-loumo, inhumés tous en fosse commune après le retrait de l'armée. La panique et la peur se sont installées chez la population, la ville a commencé de se vider de sa population et ce fut un déplacement massif vers Youwarou (...) plus de 400 ménages ont été recensés par une ONG et les autorités, le village Djanké a connu le même sort. (Journal de terrain, Youwarou, avril 2024)

L'influence des groupes armés se ressent dès 15-20 km de Youwarou. La *zakât* est imposée aux éleveurs et agriculteurs, et il devient difficile pour les populations d'aller chercher le bois de chauffe pour la cuisson puisque la récolte de bois est soumise à autorisation des groupes armés djihadistes. **Les populations sont sous la contrainte à la fois des groupes armés mais aussi des FAMA qui menacent d'exécution tous ceux et celles qui donnent la zakât aux groupes.** Lorsque les populations, sous la menace de l'armée, ne s'acquittent pas de la zakât aux groupes armés, ces derniers, en représailles, interdisent aux agriculteurs de cultiver les champs de mil et de riz. Si les populations et les autorités locales tentent de survivre en s'adaptant aux conditions imposées par les « hommes de la brousse » leur permettant de continuer à cultiver et à ouvrir les marchés et les foires, **ces « pactes » deviennent des pièges pour les populations** entre les opérations et conditions de l'armée qui débouchent sur des représailles de la part des groupes djihadistes. La zakât devient alors une « preuve » de collaboration

pour l'armée. Le paiement de la zakât est aussi utilisé par les groupes d'autodéfense, sous forme de « cotisation » des villages pour les protéger des groupes djihadistes.

Les FDS présentes, visibles dans la ville, à chaque instant des éléments passent armes en main, à pied, moto ou en pick-up, la population vaque à ses occupations mais la question d'insécurité se parle, la peur et l'inquiétude, se sent sur les visages (Journal de terrain, Youwarou, avril 2024)

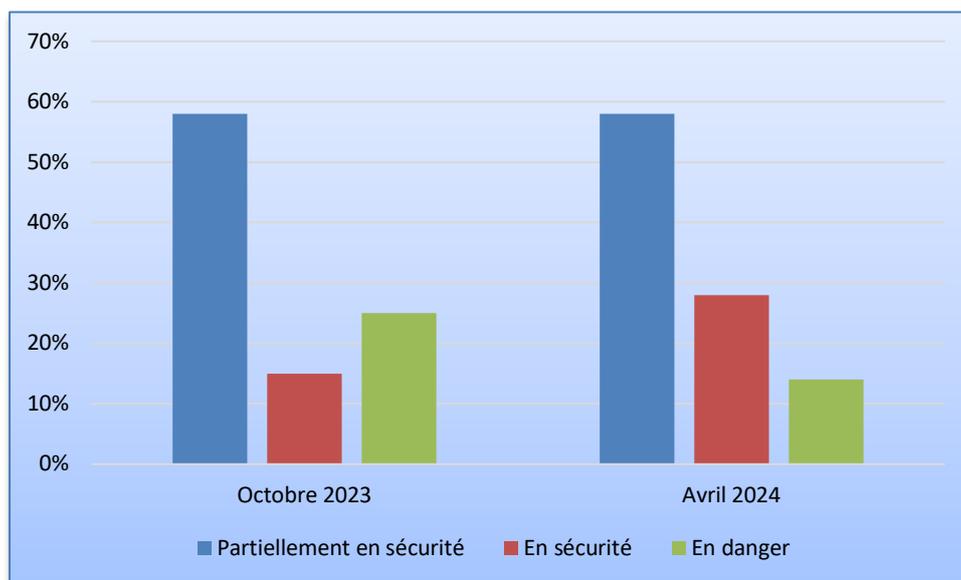
Gao accueille également des PDI qui estiment se sentir en sécurité dans la ville. Certaines sont arrivées à Gao en janvier 2024 en provenance de Ménaka, sous escorte militaire. Toutefois, ces personnes se plaignent de ne pas avoir accès aux soins de santé, à l'éducation et sont installées sur un terrain privé (Journal de terrain, Gao, avril 2024).

À Gabéro, les FDS sont absentes et stationnent à Gao, ville distante de 58 km. La situation se détériore, marquée par des braquages réguliers de véhicules et de motos sur les axes routiers, le vol de bétail et les enlèvements de personnes avec demandes de rançons. Le 28 mars, des hommes armés ont enlevé tout le bétail du village de Gargouna. Depuis février 2023, les populations se déplacent massivement de Gourma vers Gao à cause des attaques des groupes armés djihadistes contre les populations civiles.

71 % des répondants pensent que le nombre d'attentats dans leur région a diminué au cours des six derniers mois. Les populations de Mopti, Gao et Tombouctou estiment que le nombre a diminué au niveau local. En revanche, dans la région de Bandiagara, 76 % ont rapporté que les attaques avaient augmenté, ce qui reflète bien la situation au moment de l'enquête. **Par communes, 86 % des enquêtés de Koro et 52 % dans la commune de Bandiagara ont rapporté une hausse des attaques.** Les communes de Tessit et Ansongo ont également observé une augmentation. En zones rurales 64 % des populations habitant estiment que le nombre a diminué, contre 80 % en zones urbaines.

Lorsqu'on leur demande comment ils se sentent dans leur quartier, **58 % disent se sentir « partiellement en sécurité »** (58 % en octobre et 42 % en mars 2023), seulement 28 % en sécurité, 14 % en danger. La proportion de ceux qui se sentent en sécurité a augmenté par rapport à octobre 2023 tout comme le pourcentage de ceux qui se sentent en danger.

Graphique 15 : Comment vous sentez-vous dans votre localité ?

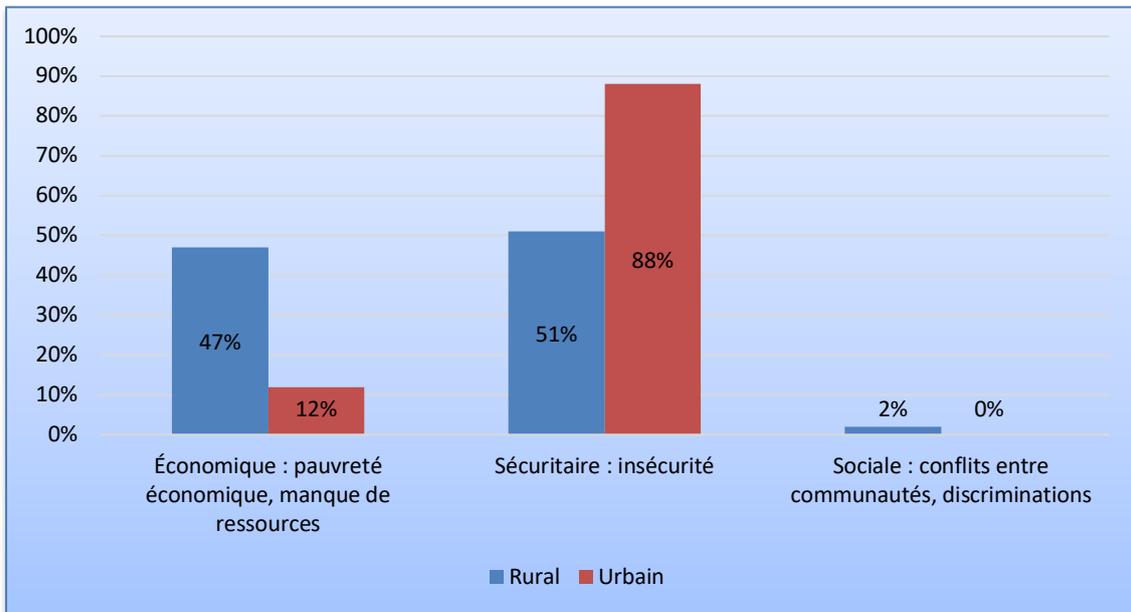


40 % des habitants de la région de Bandiagara se sentent en danger, tandis que 53 % des habitants de Tombouctou se considèrent en sécurité. Dans la région de Bandiagara, le sentiment d'insécurité est davantage lié à l'insécurité économique (63 %), dans les autres régions il est lié à la situation sécuritaire. Les adultes mettent en premier la raison économique (55 %) contre 33 % pour les

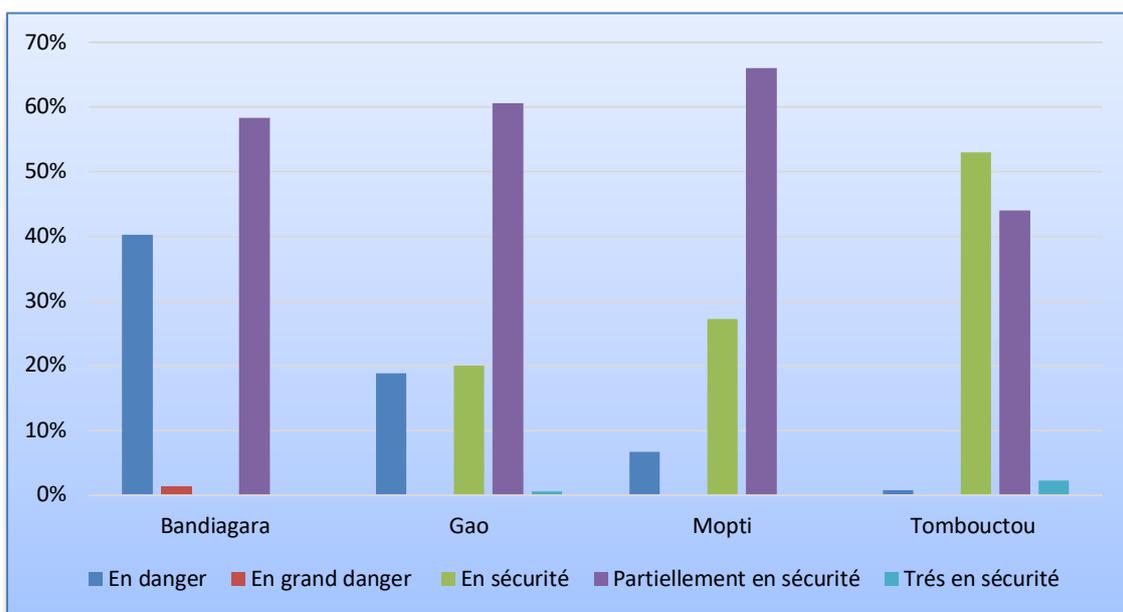
jeunes qui citent en premier la raison sécuritaire (65 %) contre 45 % pour les adultes.

Dans la région de Bandiagara, les populations se plaignent de la cherté de la vie, notamment en raison de l'arrêt des activités génératrices de revenus. En effet, plusieurs ONG financées par la MINUSMA ont cessé leurs activités. La situation des femmes sur les marchés est difficile à cause de la hausse des prix des condiments et autres produits cultivés autour de Bandiagara, et l'accès aux foires est devenu plus difficile à cause de la présence des groupes armés : les véhicules qui ravitaillaient Bandiagara depuis Mopti hésitent à se déplacer sur la RN 15 à cause des attaques. De plus, « presque tous les animaux ont été emportés par les groupes armés » (Journal de terrain, région de Bandiagara, avril 2024).

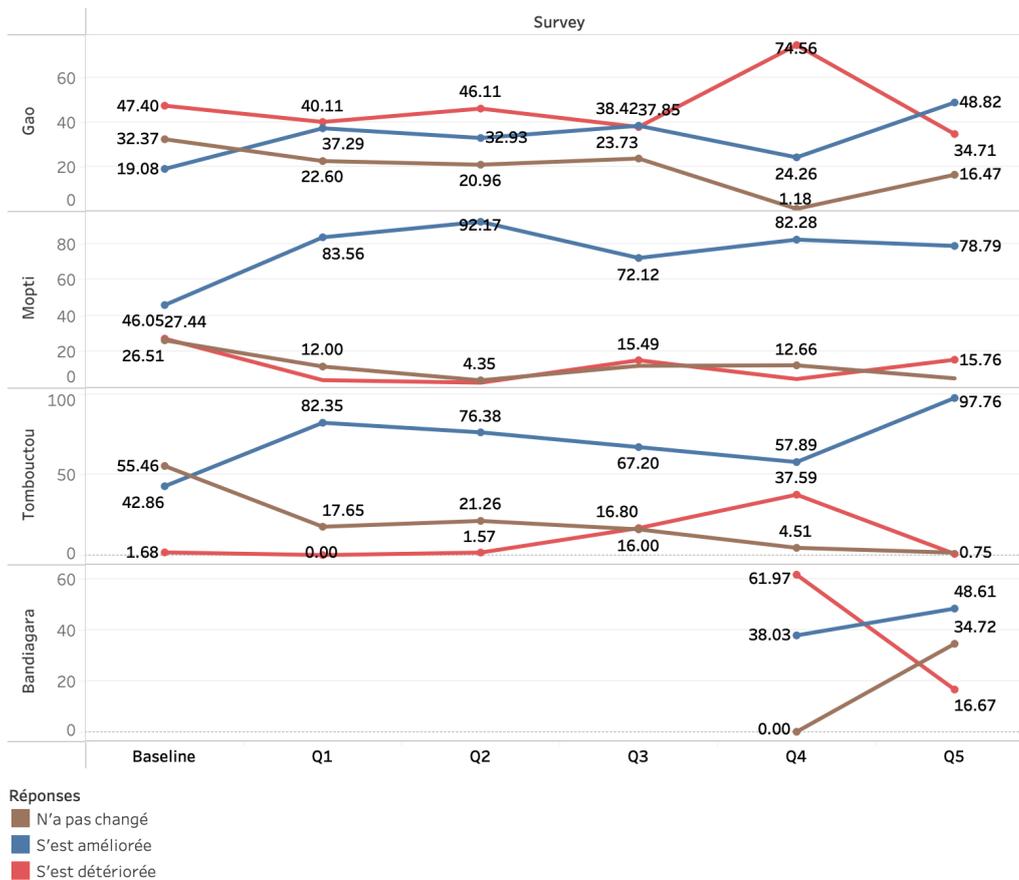
Graphique 16 : Si vous ne vous sentez pas en sécurité, quelle en est la raison principale, selon le lieu de résidence.



Graphique 17 : Comment vous sentez-vous dans votre localité ? par région.



Graphique 18 : Perception de la sécurité au niveau local par région (Q0-Q5)



De manière générale, l'insécurité affecte énormément la vie quotidienne des populations, les activités économiques, les déplacements et l'accès aux services d'intérêt général. Parmi les plus cités, l'arrêt des foires limite l'approvisionnement en produits alimentaires et de première nécessité et les champs sont abandonnés.

On a l'impression d'être en prison dans notre propre pays, on ne peut même pas se déplacer pour aller à Gao où dans le Gourma à cause de l'insécurité liée à la présence des groupes armés djihadistes. (Propos recueilli auprès d'un jeune leader, région Gao, avril 2024)

La situation économique est ce qui inquiète le plus les populations du fait de l'augmentation des prix des produits de première nécessité et autres produits alimentaires (mil, légumes, viande). Le manque d'électricité est une autre préoccupation, tout comme le chômage des jeunes suite au départ de la MINUSMA.

La coupure d'électricité a accentué de pertes selon plusieurs sources, surtout les frigoristes et les commerçants de poissons frais, pour qui sans le courant ils ne peuvent rien faire et gagner leurs revenus. Les tailleurs et les soudeurs métalliques se plaignent de cette coupure d'électricité, ils n'arrivent pas à travailler à cause de la coupure d'électricité et du coup la pauvreté s'installe (Journal de terrain, région de Mopti, avril 2024)

Dans le nord du pays, la situation économique est très dégradée. Les populations se plaignent du manque d'opportunités économiques et du chômage poussant les jeunes vers la Mauritanie et l'Algérie.

Il n'y a aucune activité économique qui puisse maintenir les gens dans le village. Tous les jeunes sont partis à l'exode. (Propos recueilli auprès d'un jeune leader, région Gao, avril 2024)

Dans le cercle de Koro, l'interdiction de vente des motos à grosse cylindrée et d'emporter une certaine quantité de carburant hors de la ville ainsi que la fermeture de l'axe Koro -Ouahigouya entravent l'économie et entraînent une augmentation du coût de la vie. Le départ de la MINUSMA a aussi augmenté le taux de chômage car beaucoup d'ONG, qui étaient financées par la MINUSMA, sont sans activité.

La peur de voir les jeunes rejoindre les groupes djihadistes à cause du manque d'opportunités économiques est régulièrement exprimée par les personnes rencontrées, en particulier les autorités locales.

Il faudra que l'État s'assume en offrant des opportunités d'emploi aux jeunes, sans cela ils vont se retrouver dans le terrorisme. Un jeune en chômage qui peut passer plusieurs mois sans avoir 50.000 f et qu'un beau jour quelqu'un vient te proposer la somme de 500.000 ou plus à gagner chaque mois, il va accepter sans hésiter car quand on est pauvre on perd sa dignité souvent. (Propos recueilli auprès d'un fonctionnaire de l'État, région de Mopti, avril 2024)

Inversement, dans la ville de Tombouctou, l'amélioration de la situation sécuritaire va de pair avec celle de la situation économique. Les marchés sont ouverts, ce qui prouve une certaine reprise des activités commerciales et une baisse des prix a été constatée concernant plusieurs denrées alimentaires. Le couvre-feu est toujours en vigueur et est vécu comme une contrainte que les populations espèrent voir lever dans un avenir proche.

3) Les perceptions de la sécurité selon les catégories de populations

Les perceptions varient selon différentes catégories de populations : les localités sont considérées d'une manière générale comme « moyennement sûres » pour les hommes (69 %), les femmes (75 %), les jeunes (68 %), les PDI (70 %) et les personnes avec handicap (73 %). Les localités considérées comme peu sûres pour les hommes sont celles d'Ansongo, Bandiagara et Tessit.

De manière générale, les déplacements exposent les personnes à des dangers. De ce fait, 60 % affirment limiter leurs déplacements et 18 % ont changé les modalités de ces déplacements.

Graphique 19 : Perception de la situation sécuritaire au niveau local par profession (Q4-Q5)

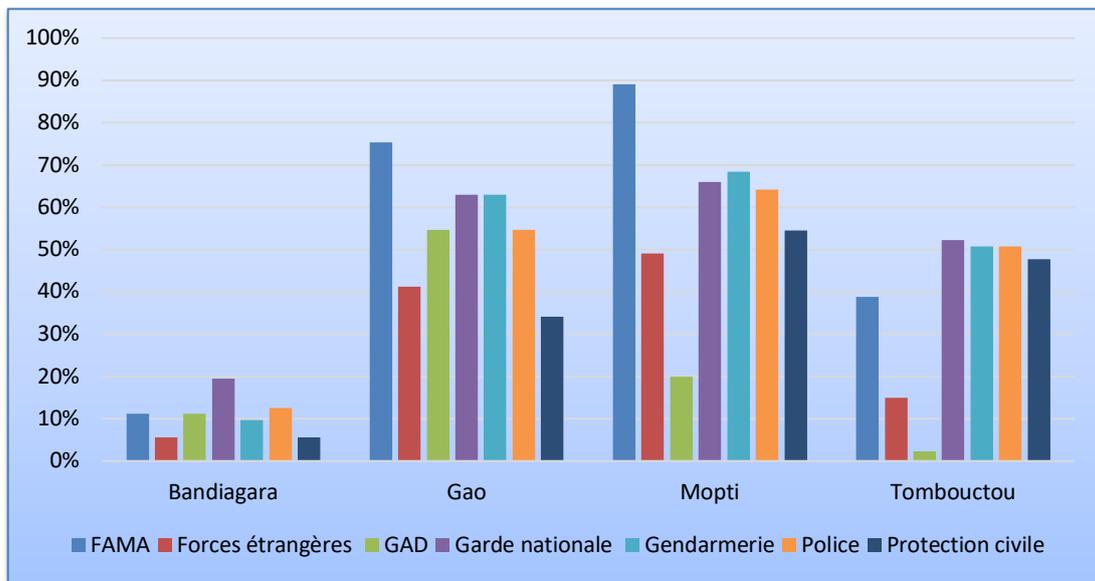


4.2. La présence des acteurs de la sécurité

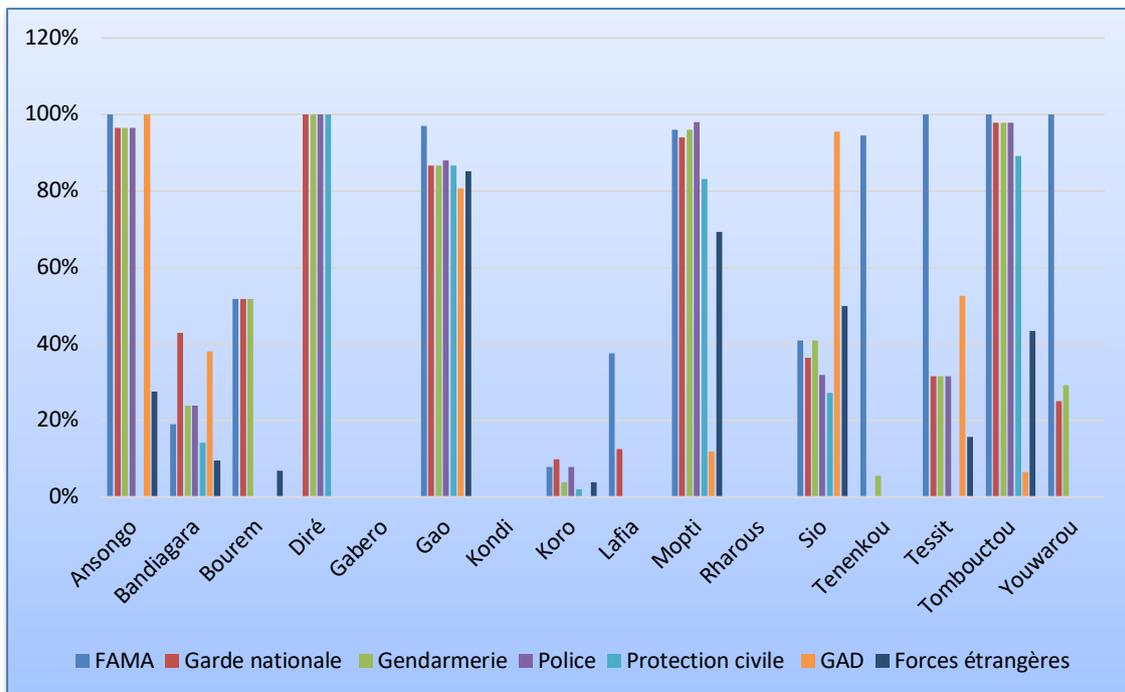
1) Les acteurs nationaux de la sécurité

Les populations rapportent que les forces les plus présentes sont l'armée, la garde nationale, la gendarmerie et la police. La présence des groupes d'autodéfense est mentionnée par 25 % des enquêtés et celle des forces étrangères par 32 %. La présence des acteurs varie selon les régions :

Graphique 20 : Perception de la présence des acteurs de la sécurité par région



Graphique 21 : Perception de la présence d'acteurs de la sécurité par commune



Les trois communes où les populations considèrent que la situation se détériore le plus sont Tessit, Ansongo et Gabero, ce qui n'a pas forcément de lien avec la présence de FDS comme démontré sur le graphique ci-dessus (graphique 21).

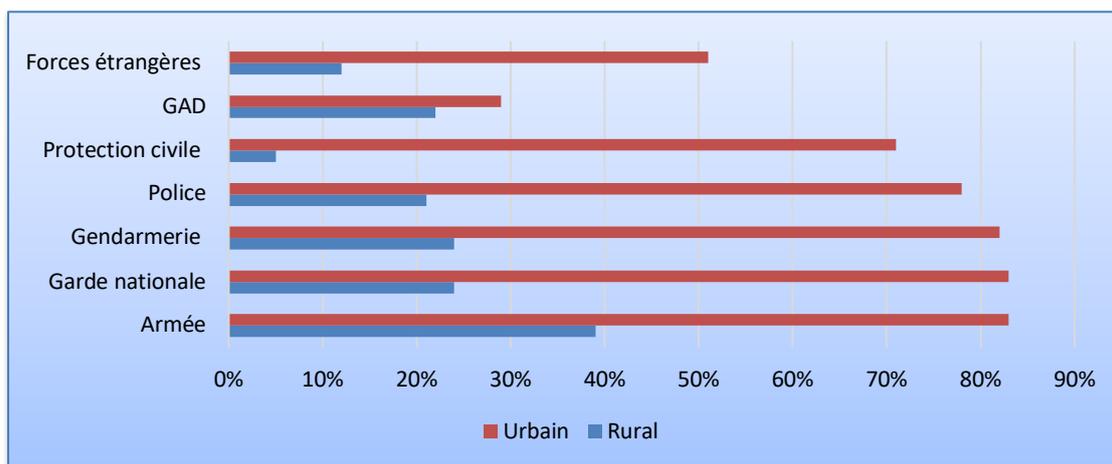
- C'est particulièrement le cas d'Ansongo où les forces sont très présentes (FAMa, garde nationale, gendarmerie, police) tout comme les groupes armés : EIGS, JNIM, Plateforme, ou le GATIA qui a établi un poste à la sortie d'Ansongo. Les éléments du GATIA patrouillent avec les FAMa et les forces russes, ce qui n'est pas le cas des autres mouvements. Les forces russes sont présentes et actives dans la zone d'Ansongo et occupent les mêmes camps que les FAMa.
- À Bourem, sont présentes les FAMa, la gendarmerie, la garde nationale et les forces russes, arrivées après l'attaque de la ville (septembre 2023). Les FAMa accompagnées des forces russes patrouillent le plus souvent ensemble mais les militaires russes se déplacent aussi seuls dans la ville. Les populations estiment que la situation locale reste stable : les attaques continuent, tout comme les enlèvements dans la ville et les braquages sur les routes en dépit de cette forte présence armée. Beaucoup n'ont d'autre choix que de subir quand d'autres partent de la ville.

Selon les populations, les FDS font leur mieux pour rassurer les populations. Les Wagner représentent une menace pour les populations malgré le rôle important qu'ils jouent sur le plan sécuritaire dans la région. Les gens racontent qu'ils ont peur des paramilitaires russes. La situation du pays est critiquée par une partie de la population. Certains pensent qu'il faut vite revenir à une situation normale. (Journal de terrain, Gao, mai 2024).

Les populations ont très peur des forces russes car elles ne font pas de différences entre les populations et elles risqueraient de s'en prendre à des innocents. (Propos recueilli auprès d'un jeune homme résident, région de Tombouctou, avril 2024)

La présence de forces russes est toujours largement rapportée, dans tous les cercles enquêtés, que ce soit en patrouille avec les FAMa ou dans les centres urbains où elles stationnent.

Graphique 22 : Perception de la présence des acteurs de la sécurité par zone de résidence



Les forces étatiques sont essentiellement présentes dans les zones urbaines. Pour lutter contre l'insécurité, les autorités de certaines localités restreignent les heures de circulation comme à Youwarou, mais cela mécontente souvent les populations à cause des conséquences économiques.

Vers la fin du mois d'avril la jeunesse a organisé une rencontre avec les FDS concernant les heures qui ont été fixées par les FDS, qui a engendré une vive protestation côté jeune. Pour apaiser les tensions, la

jeunesse s’est bien entretenue dans la salle de conférence de la mairie avec les FAMA, un compromis qui arrange les deux partis fut dégagé : l’arrêt des mouvement dans la ville est fixé à 22 heures et à partir de 19 heures rien ne sort et rentre dans la ville jusqu’à 6 heures du matin (Journal de terrain, Youwarou, avril 2024).

La confiance dans les acteurs de la sécurité reste élevée, mais leur perception varie selon les régions et les communes.

On entend à la radio que les FDS ont libéré beaucoup des villages des mains des groupes djihadistes dans le centre et dans le nord avec leur partenaire militaire russe, je suis très contente des FDS. (Propos recueilli auprès d'une femme leader, région Gao, avril 2024)

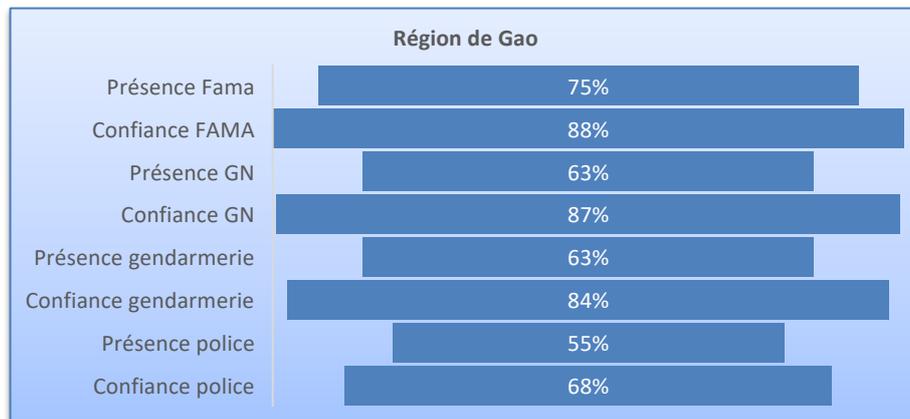
Ce qui est marquant, c’est le changement dans la perception que les populations ont de l’armée et des forces russes :

Nous avons compris que beaucoup de membres de la population commencent à changer de langage à l’endroit de l’armée de la collaboration entre les forces russes et l’armée malienne. Selon les dires de la population, les relations entre les forces de défense et la population ne sont pas aussi bonnes pour plusieurs raisons, surtout la situation sécuritaire se dégrade et les attaques et les enlèvements continuent. La population reproche à l’armée du fait de baisser les bras. (Journal de terrain, région de Mopti, avril 2024).

Dans le cercle de Bandiagara, certaines populations se sentent trahies par le comportement de certaines FDS et dénoncent les abus de pouvoir. La population attend de ces forces la sécurisation des personnes et des biens, particulièrement les déplacés qui espèrent retourner dans leurs localités respectives. **La confiance baisse, cependant elle se maintient à un niveau élevé. En revanche, les comportements arbitraires des FDS sont de plus en plus dénoncés.**

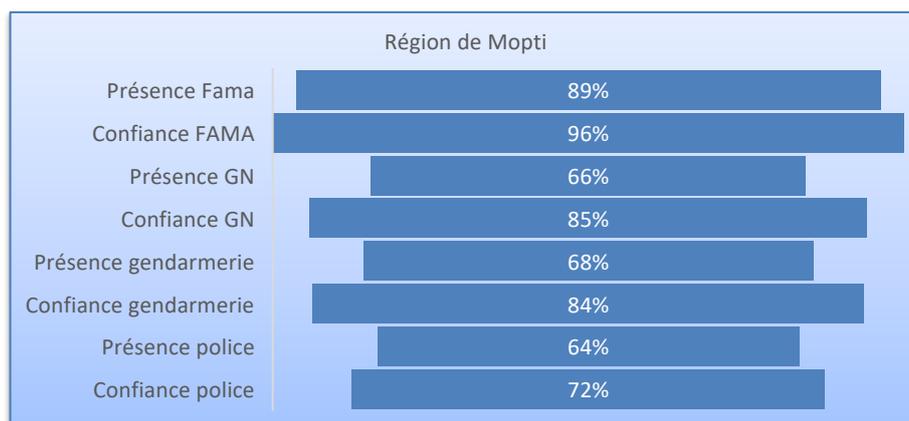
Pour les acteurs nationaux de la sécurité, la présence et la confiance s’alignent dans les régions de Gao et Mopti :

Graphique 23 : Présence et confiance dans les FDS dans la région de Gao



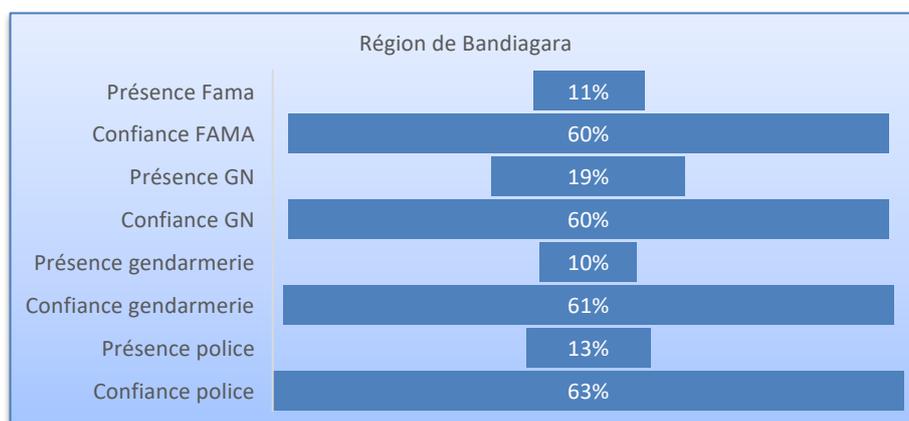
À Gao, la reprise de Kidal par l’armée malienne a eu un impact sur les populations qui « voient les FDS comme des sauveurs depuis que Kidal a été libérée » (Journal de terrain, Gao, avril 2024).

Graphique 24 : Présence et confiance dans les FDS dans la région de Mopti

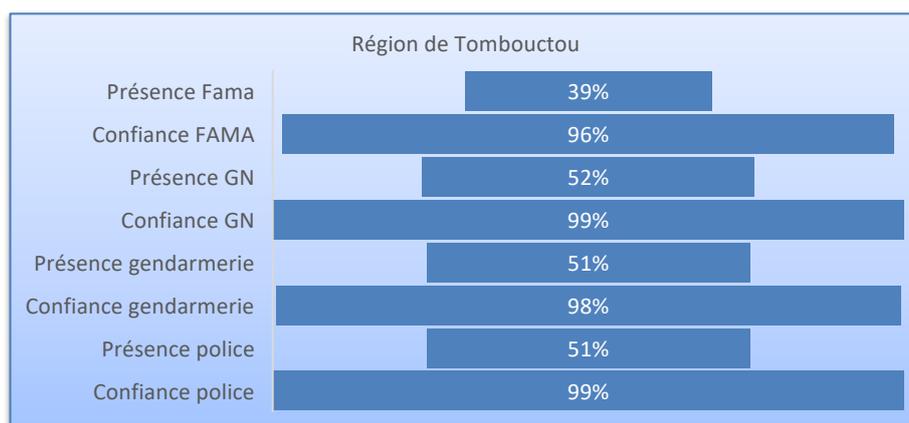


Dans les régions de Bandiagara et de Tombouctou, en dépit d'une présence moins importante, la confiance est également élevée :

Graphique 25 : Présence et confiance dans les FDS dans la région de Bandiagara

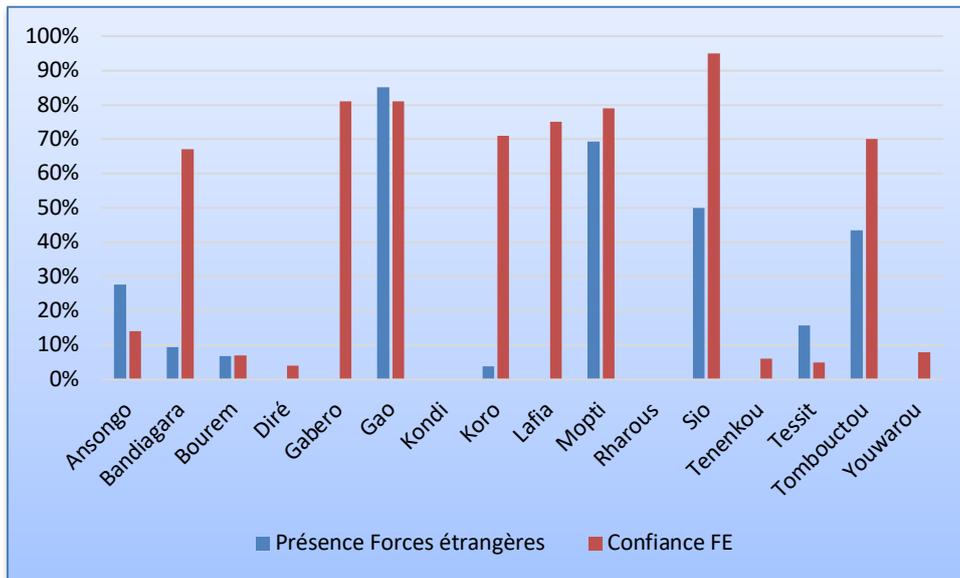


Graphique 26 : Présence et confiance dans les FDS dans la région de Tombouctou

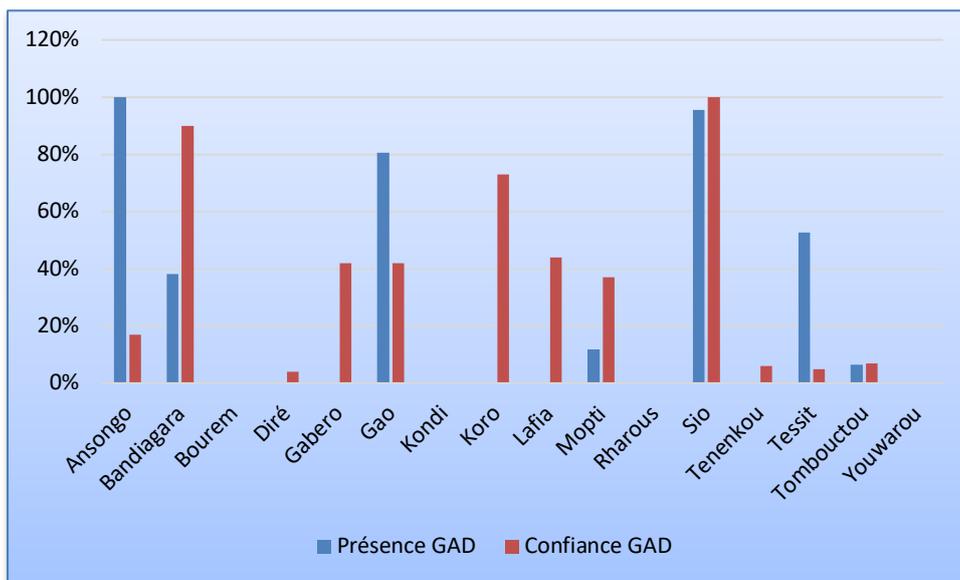


En revanche, concernant les GAD et les forces étrangères, la présence ne signifie pas la confiance.

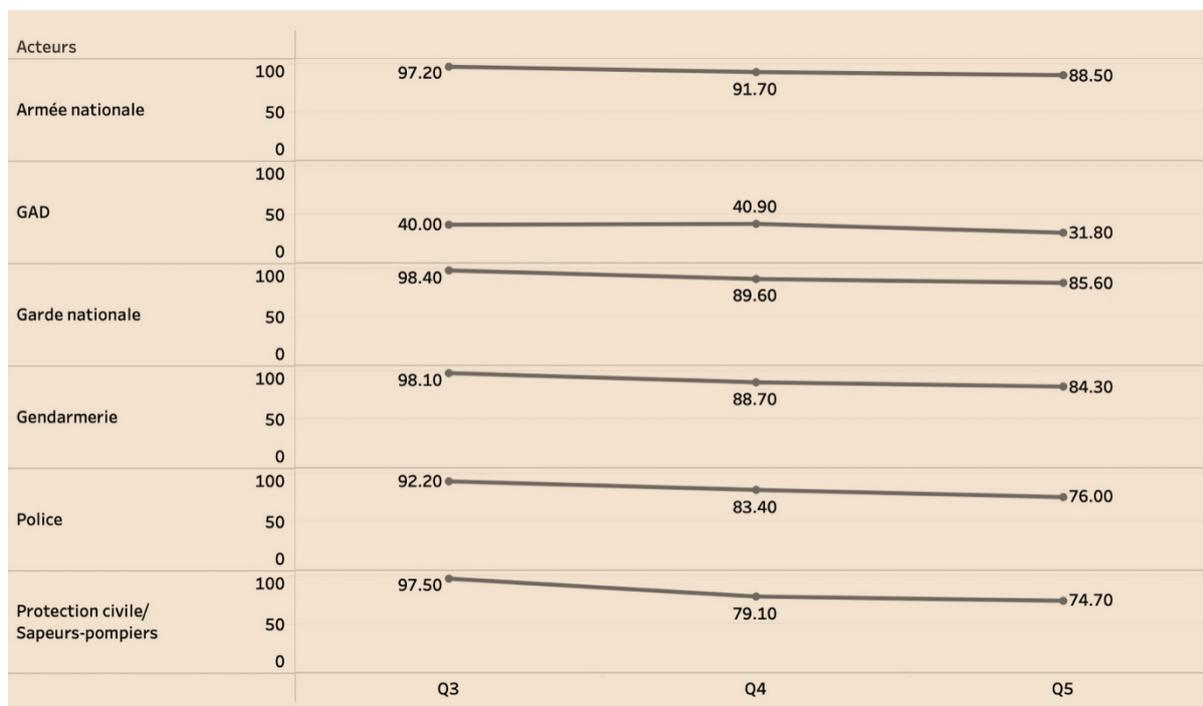
Graphique 27 : Présence et confiance dans les forces étrangères



Graphique 28 : Présence et confiance dans les groupes d'autodéfense (GAD)



Graphique 29 : Variation de la confiance (oui) dans les acteurs Q3-Q4-Q5



Il convient de noter que les populations sont interrogées sur leur perception de la présence des FDS dans leurs localités et sur la confiance qu'elles accordent aux FDS en général. **Comme on le remarque, la confiance n'est pas liée à la présence, elle est évaluée sur la base des performances globales que les populations attribuent aux FAMA dans l'ensemble du pays et dans d'autres parties de leurs régions ou cercles.**

Ce qui a le plus changé au cours de cette enquête est la perception des différentes forces comme sources d'insécurité : cette perception est plus défavorable pour toutes les forces armées nationales.

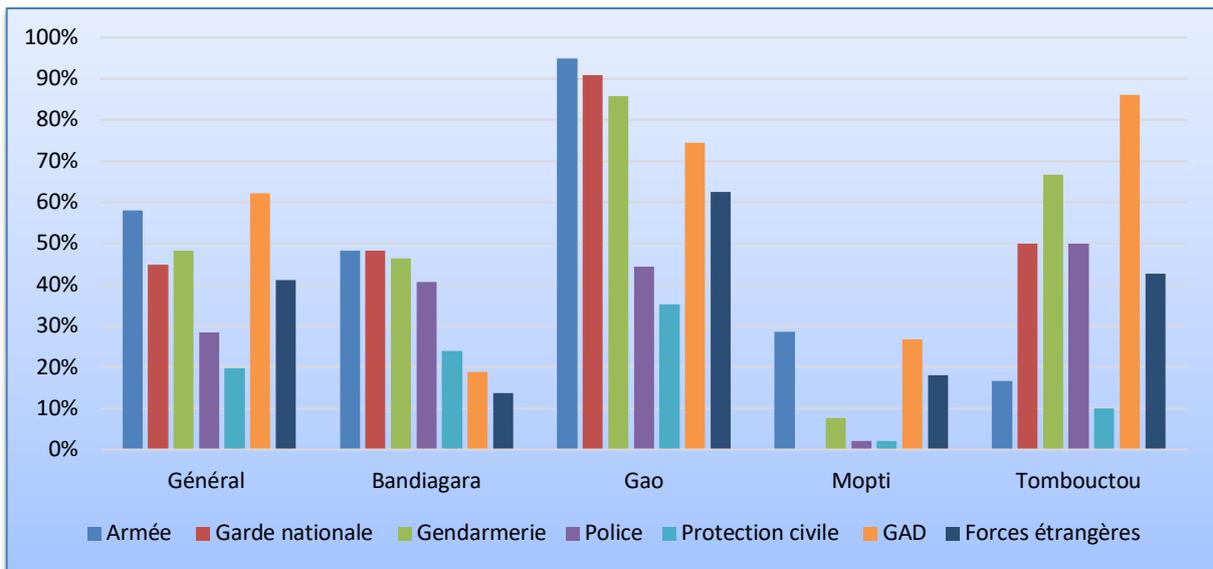
Par exemple, dans la région de Mopti, les populations se plaignent de la brutalité des FDS qui « au lieu de chercher les vrais terroristes, ils fatiguent la population ».

je dirais que les forces de sécurité c'est eux souvent les problèmes, ils savent où se trouvent les terroristes, mais ils ne partent pas là-bas, aujourd'hui je dirais que le pouvoir des militaires est à la base de tout, le pays est devenu plus difficile en termes d'opportunité, l'insécurité. (Propos recueillis à Somadougou, région de Mopti, avril 2024)

Dans le cercle de Koro, les accords négociés avec les groupes armés permettent aux populations de mener leurs activités dans des zones dangereuses, mais

(...) présentement le majeur problème c'est entre la population civile et les forces de défense et de sécurité qui sont censées les protéger mais qui selon les habitants abusent de leur pouvoir en faisant des rackets tous les jours en leur soutirant de l'argent et en leur confisquant certains de leurs produits destinés à la revente dans les villages et les hameaux (farine, sucre, huile, essence etc.). (Journal de terrain, région de Bandiagara, avril 2024)

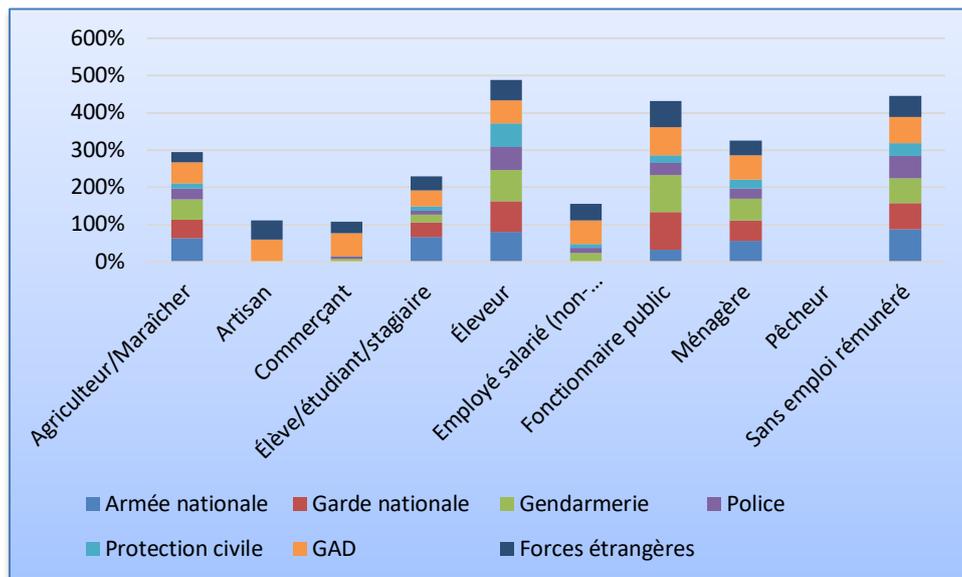
Graphique 30 : Pensez-vous que les acteurs suivants sont une source d'insécurité dans votre localité ?



Les localités d'Ansongo, Bourem, Koro et Tessit perçoivent tous ces acteurs comme des sources d'insécurité. Les groupes d'autodéfense le sont dans presque toutes les localités (Ansongo, Bandiagara, Diré, Gabero, Gao, Kondi, Lafia, Rharous, Tessit, Tombouctou) et les forces étrangères le sont particulièrement à Ansongo, Diré, Gabero, Lafia, Tessit et Tombouctou. À Koro, fin avril 2024, les populations ont organisé une manifestation contre la saisie du carburant par les militaires.⁷

La perception des forces comme source d'insécurité varie selon l'âge : **les jeunes considèrent que l'armée est une source d'insécurité à 69 % contre 44 % pour les adultes** et les hommes (61 %) plus que les femmes (56 %). Nous retrouvons les mêmes écarts concernant la garde nationale (51 % contre 36 %), la gendarmerie (53 % contre 41 %), la police (34 % contre 21 %), les GAD (67 % contre 55 %) et les forces étrangères (45 % contre 35 %).

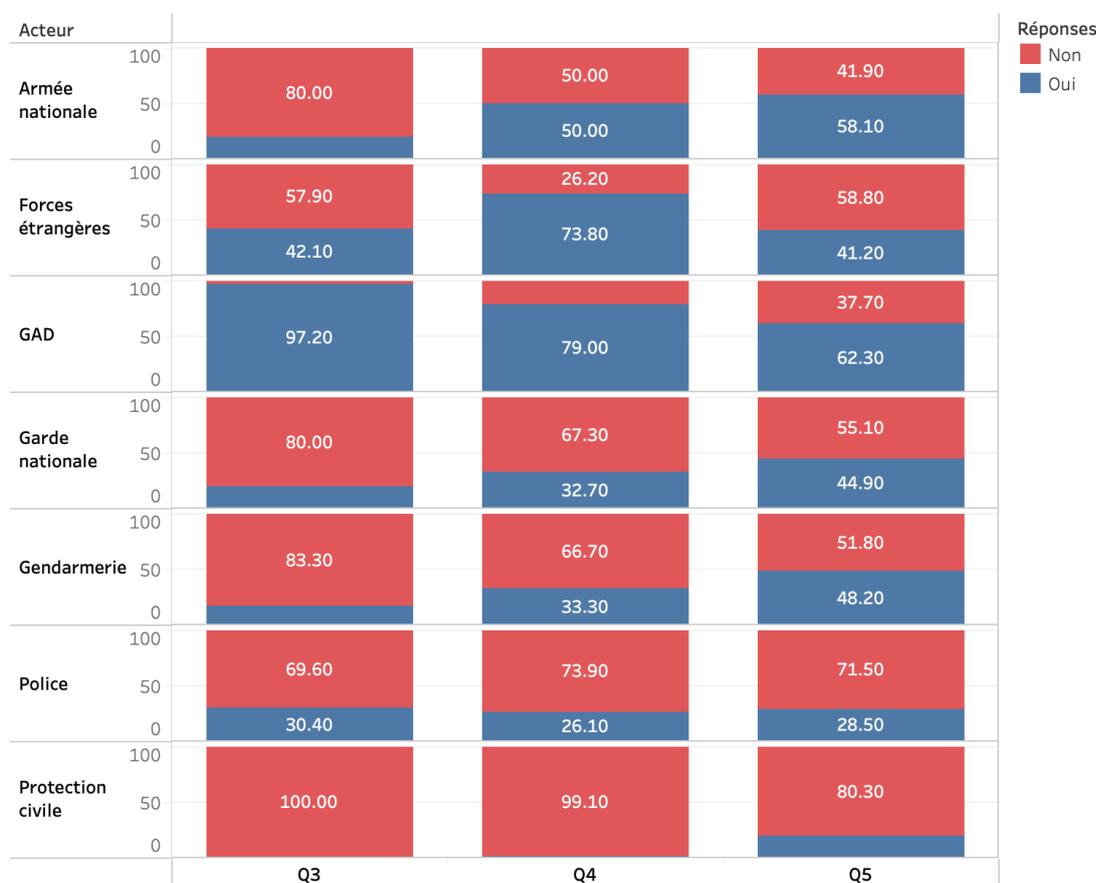
Graphique 31 : Pensez-vous que les acteurs suivants sont une source d'insécurité dans votre localité par catégorie socio-professionnelle (réponse oui)



⁷ <https://www.maliweb.net/echos-de-nos-regions/koro-les-forces-vives-organisent-une-marche-pacifique-pour-protester-contre-la-saisie-des-carburants-3062011.html>

Graphique 32 : Pensez-vous que les acteurs suivants sont une source d'insécurité dans votre localité ?

(Variation Q3-Q4-Q5)



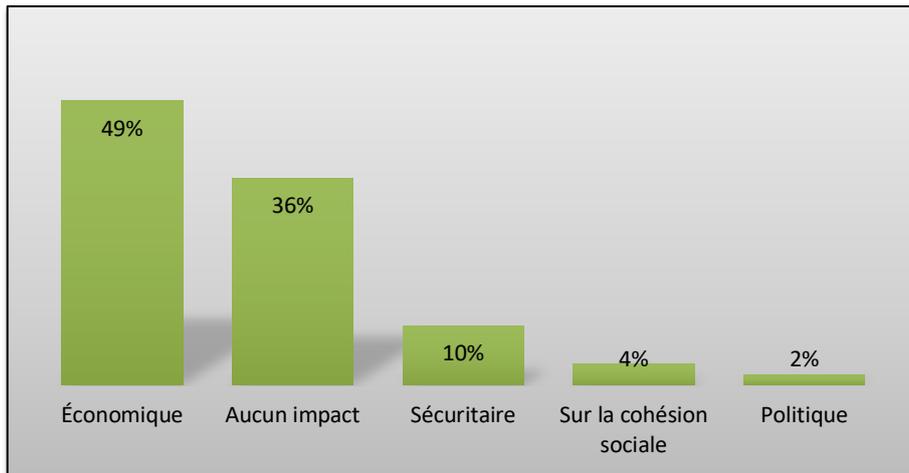
Les raisons varient selon les localités. Les discriminations communautaires de la part des FAMA sont mises en avant dans la région de Gao (Ansongo et Tessit), alors que dans les trois autres régions c'est surtout l'absence d'intervention de l'armée en cas d'attaque. À Bandiagara, des violences arbitraires ont été rapportées. Concernant la garde nationale, les discriminations communautaires sont la raison principale dans la région de Gao ; la corruption et le chantage pour la gendarmerie et la police dans les régions de Gao (Ansongo et Tessit) et Mopti (Mopti et Youwarou). Pour les GAD, c'est la violence arbitraire qui est avancée comme principale raison, avec la corruption ou le chantage dans les régions de Gao et Tombouctou.

L'armée reste cependant la force qui s'occupe le plus de la sécurité des populations au quotidien dans les régions de Gao et Mopti. Cependant, dans la région de Tombouctou, les gens citent les autorités traditionnelles et religieuses en premier, la police en deuxième et l'armée en troisième. Les GAD sont principalement cités à Bandiagara et Sio.

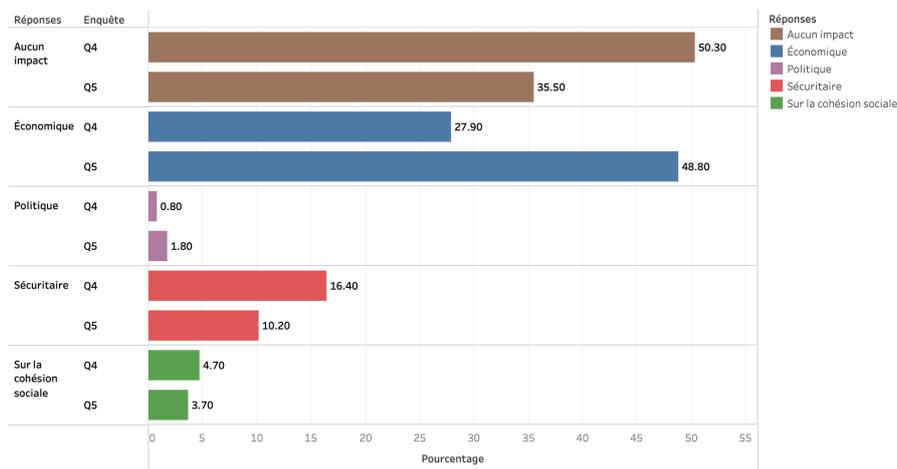
2) Le départ de la MINUSMA

À la demande du gouvernement malien lors de la réunion du Conseil de sécurité des Nations unies du 16 juin 2023, le mandat de la MINUSMA a pris fin le 30 juin 2023 et le retrait a été achevé le 31 décembre 2023. La proportion de personnes se disant confiante pour leur sécurité personnelle avec le départ de la MINUSMA est resté stable à 70 % contre 71 % en octobre 2023. Les personnes qui se disent inquiètes sont à Tessit. Le manque de réponse de la MINUSMA face aux attaques faisait partie des critiques récurrentes des populations, ce qui tend à expliquer pourquoi la perception ne varie pas avec le départ de la force onusienne.

Graphique 33 : Selon vous, quelle est la conséquence principale du départ de la MINUSMA ?

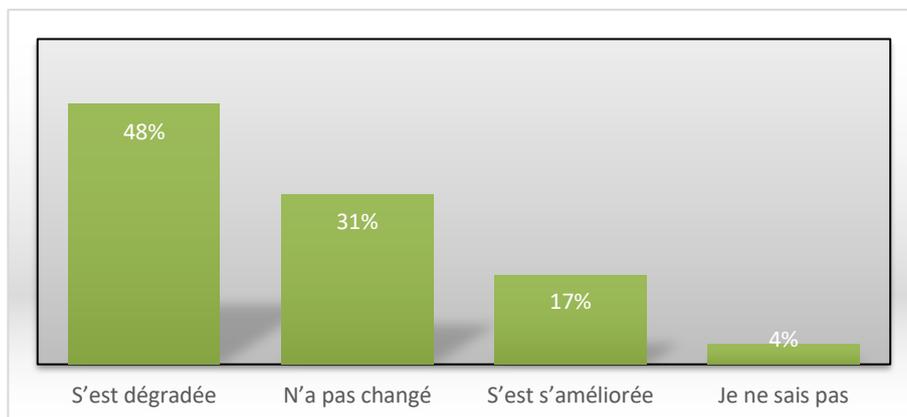


Graphique 34 : Variation dans le temps sur la conséquence principale du départ de la MINUSMA ?(Q4 et Q5)

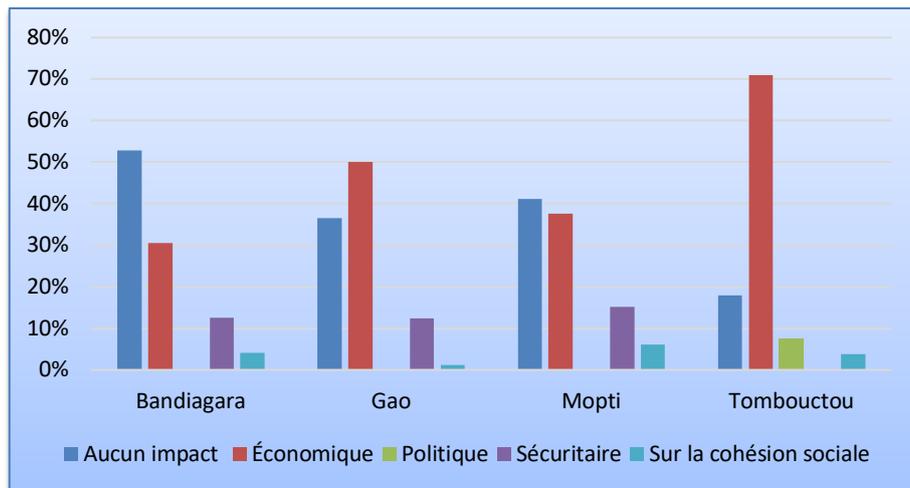


Les conséquences économiques sont ressenties plus durement qu'en octobre 2023 : **alors que 50 % des personnes pensaient que le départ de la MINUSMA n'aurait « aucun impact », ce chiffre est tombé à 36 % en avril 2024.** De plus, **49 % des répondant rapportent que l'impact sera économique, contre 28 % en octobre 2023.** Concernant l'impact sécuritaire, le pourcentage est passé de 16 à 10 %. Cet impact sécuritaire est essentiellement mentionné par les habitants de Tessit.

Graphique 35 : Depuis le départ de la MINUSMA, considérez-vous que la situation économique s'est :

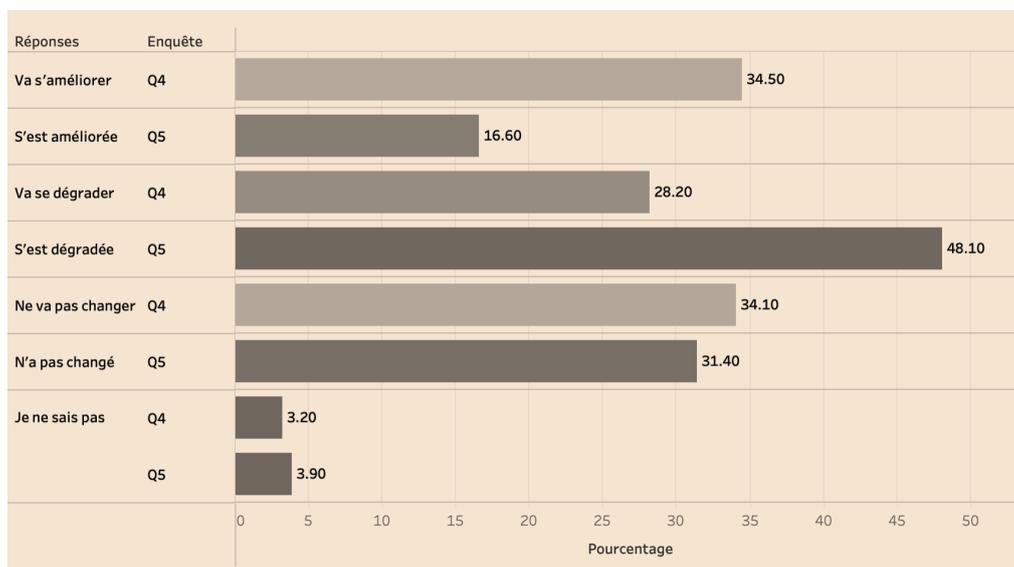


Graphique 36 : Selon vous, quelle est la conséquence principale du départ de la MINUSMA (par région) ?



Seulement 30 % des répondants estiment que la MINUSMA jouait un rôle dans le maintien des bonnes relations entre les communautés. Par ailleurs, 34 % pensent qu'elle a contribué à la préservation des bonnes relations entre les communautés hôtes et les PDI à travers l'aide apportée (eau et nourriture) et l'organisation de dialogues. À noter toutefois que la moitié des répondants de Tombouctou ont rapporté que la MINUSMA avait joué un rôle dans le maintien des bonnes relations entre les communautés hôtes et les PDI en particulier dans les localités de Bourem, Diré, Rharous et Tessit.

Graphique 37 : Depuis le départ de la MINUSMA, considérez-vous que la situation économique s'est (Variation Q4-Q5)

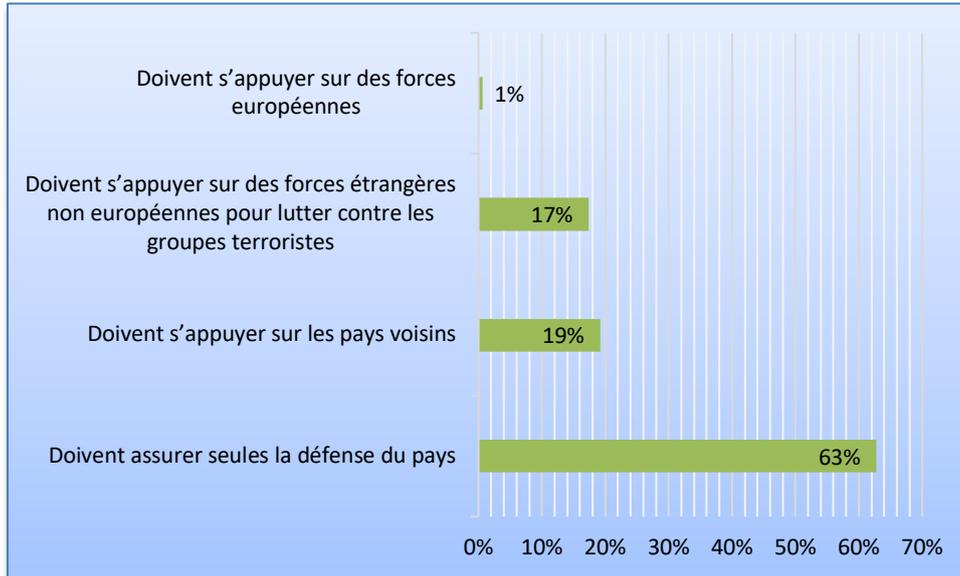


L'impact économique est le plus visible que ce soit à cause du chômage élevé, de l'arrêt de la réhabilitation des infrastructures ou encore de l'interruption de plusieurs projets et programmes financés par la MINUSMA :

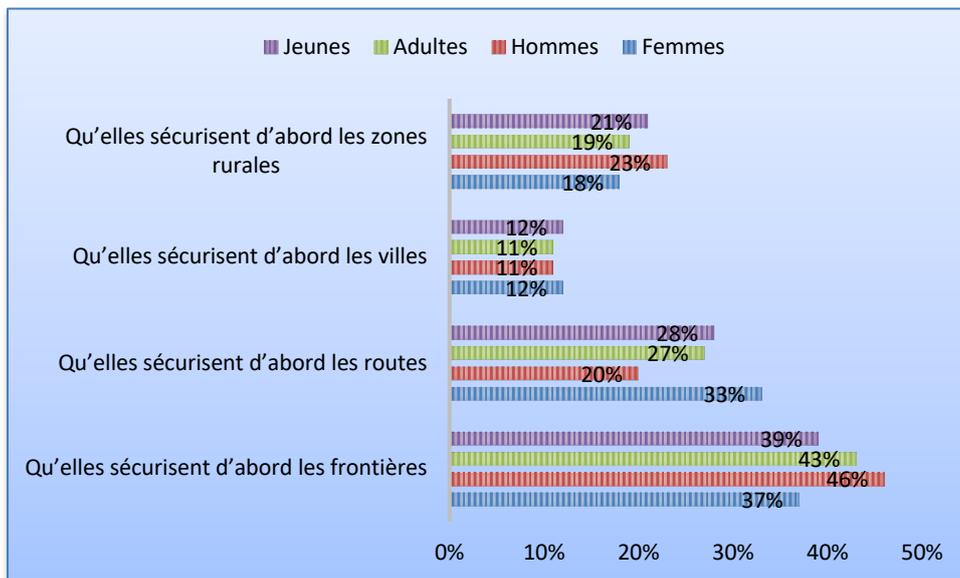
Nous ne voulons pas du départ de la MINUSMA car étant ici elle a donné du travail à nos enfants et a créé beaucoup de projets pour les femmes et les jeunes, a réhabilité des infrastructures comme le local de la police, le marché etc.... (Propos recueillis auprès d'une femme adulte résidente, région de Mopti, avril 2024).

Les attentes envers les FDS portent en premier choix sur la défense des frontières (41 % contre 63 % en octobre 2023) et la protection des routes (28 % contre 33 %), en second. Viennent ensuite la sécurisation des zones rurales (20 %) et des villes (12 %). **Les jeunes considèrent que les FAMA doivent assurer seules la défense du pays (66 %), contre 57 % des adultes.**

Graphique 38 : Pour lutter contre les groupes armés violents, pensez-vous que les FDS :

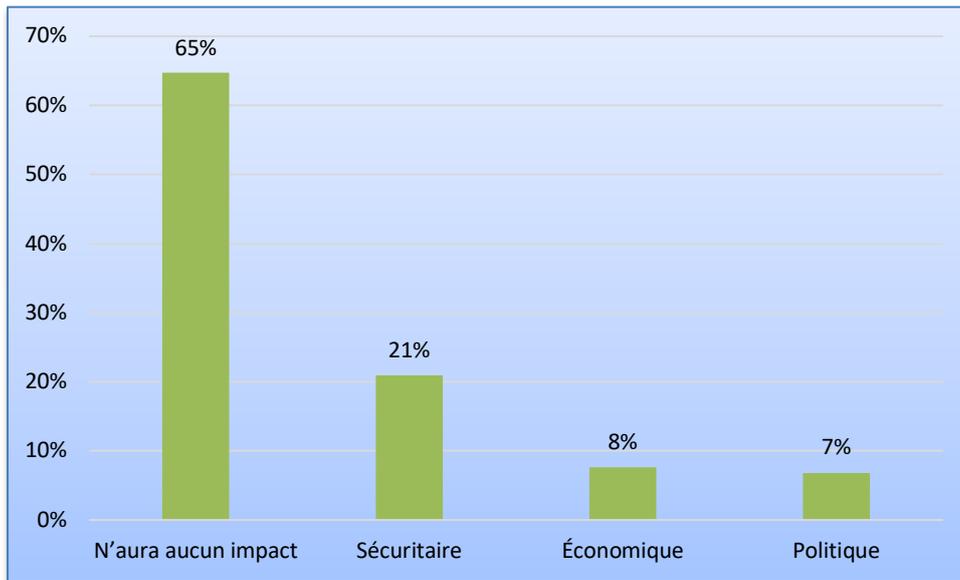


Graphique 39 : Quelles doivent être les priorités des FDS par genre et âge

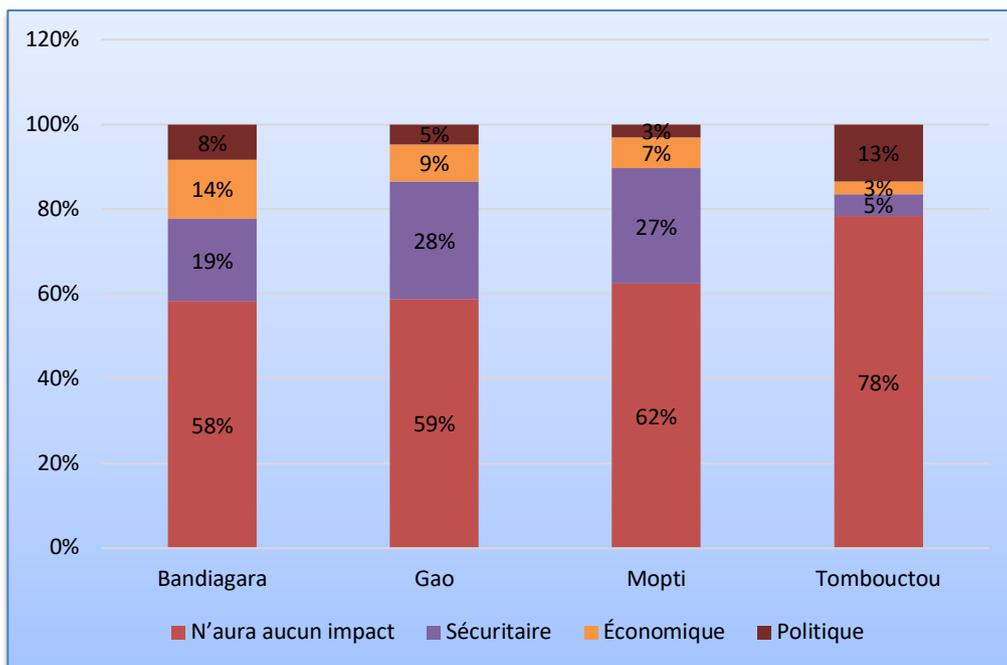


Les récentes décisions des autorités maliennes de mettre fin à l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali (26 janvier 2024) puis de quitter la CEDEAO (28 janvier 2024) ont des conséquences importantes. L'accord de paix doit être remplacé par un dialogue inter-malien dont les sessions étaient organisées dans les régions et cercles au moment de cette enquête. Les populations ont été interrogées sur ces deux aspects.

Graphique 40 : Pensez-vous que la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (2015) aura un impact :

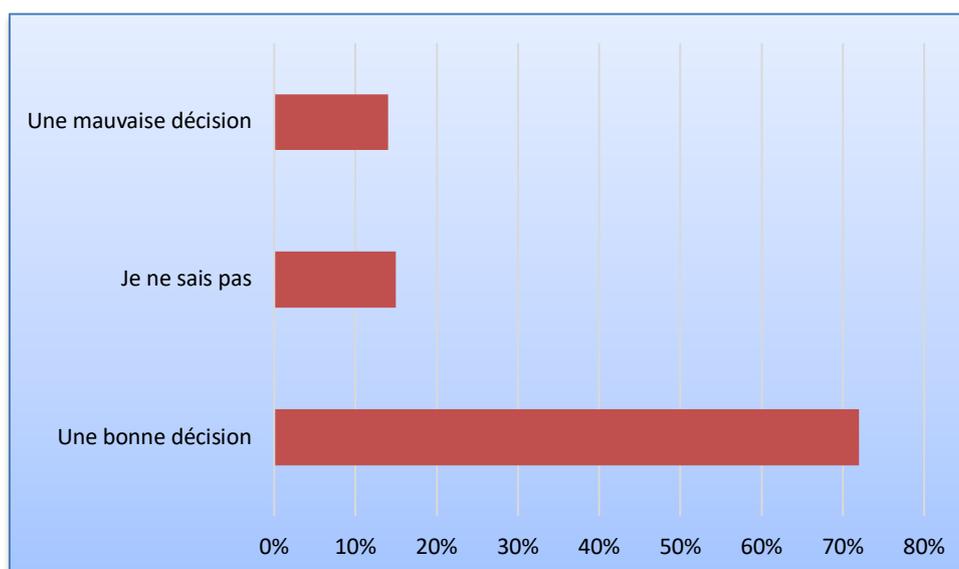


Graphique 41 : Pensez-vous que la fin de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (2015) aura un impact, par région



Enfin, **84 % des répondants se disent confiants avec l'annonce du dialogue inter-malien pour la paix et la réconciliation.** Des sessions se sont déroulées quelques jours avant et pendant l'enquête. Les partis politiques ont été les grands absents du dialogue, mais, selon les sources locales, les populations et les autorités locales y ont participé. Les retours sont assez divers : pour certains, les autorités doivent reprendre les partenariats avec « tout le monde », l'arrêt des activités des partis politiques est critiqué et le dialogue inter-malien est parfois vu comme « une répétition des autres assises entre Maliens sans pour autant appliquer les recommandations » (Journal de terrain, Gao, mai 2024).

Graphique 42 : Selon vous, la sortie de la CEDEAO est-elle :



4.3. Les relations des populations avec les acteurs étatiques nationaux de la sécurité

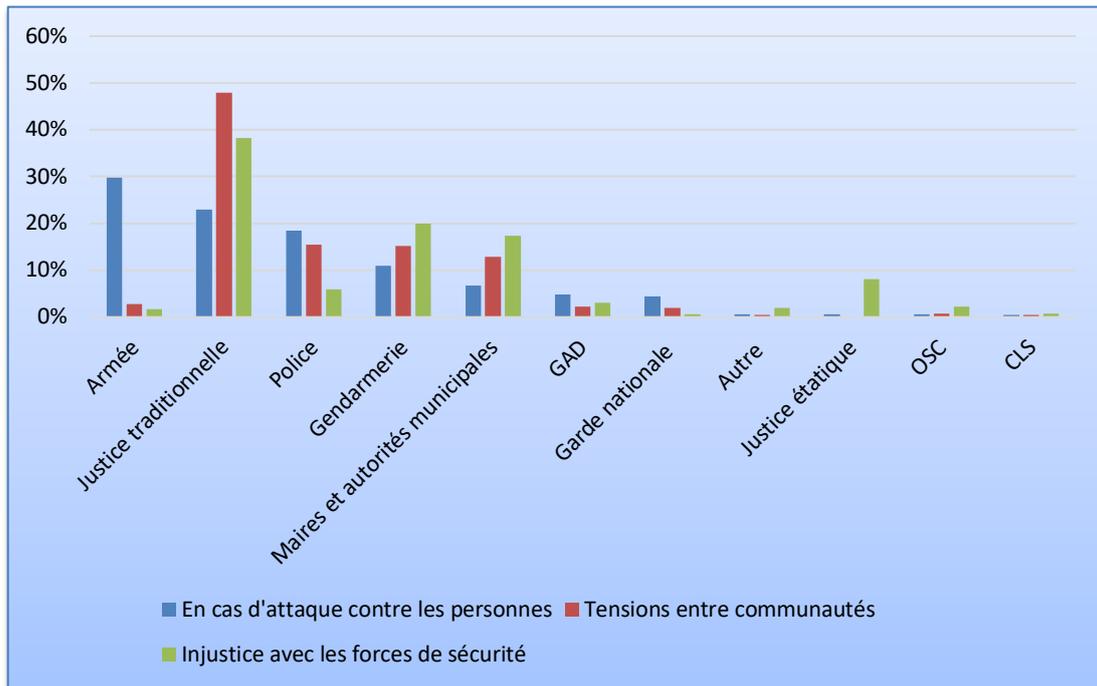
Seulement 29 % des répondants rapportent avoir des contacts avec les différentes forces. Ceux qui ont des contacts directs avec l'armée habitent dans les zones urbaines (Gao, Mopti, Tenenkou, Tombouctou et Youwarou).

Les populations sont positives quant aux relations avec les forces, rapportant des relations bonnes (43 %), normales (35 %) ou très bonnes (10 %). **Dans les régions de Bandiagara et Tombouctou, ces relations sont majoritairement qualifiées de « normales » et considérées comme « bonnes » dans celles de Gao et Mopti.** Cependant, à Ansongo (66 %) et Tessit (74 %), les relations sont jugées « pas très bonnes ». À Ansongo, bien que certaines populations soutiennent les FDS, d'autres dénoncent l'asphyxie de la ville causée par les arrestations et séquestrations des commerçants par les FDS et les forces russes.

84 % des répondants estiment pouvoir faire appel aux forces en cas de besoin. Les moyens de les contacter sont variés : 39 % passent par les autorités du village, 32 % se rendent directement au poste de sécurité et 26 % utilisent un numéro vert. Ceux qui ne les contactent pas craignent surtout les représailles. ¼ seulement des répondants a eu recours aux forces au cours de l'année écoulée. Ceux qui n'ont pas été satisfaits de la réponse apportée mentionnent avoir été victimes de discrimination.

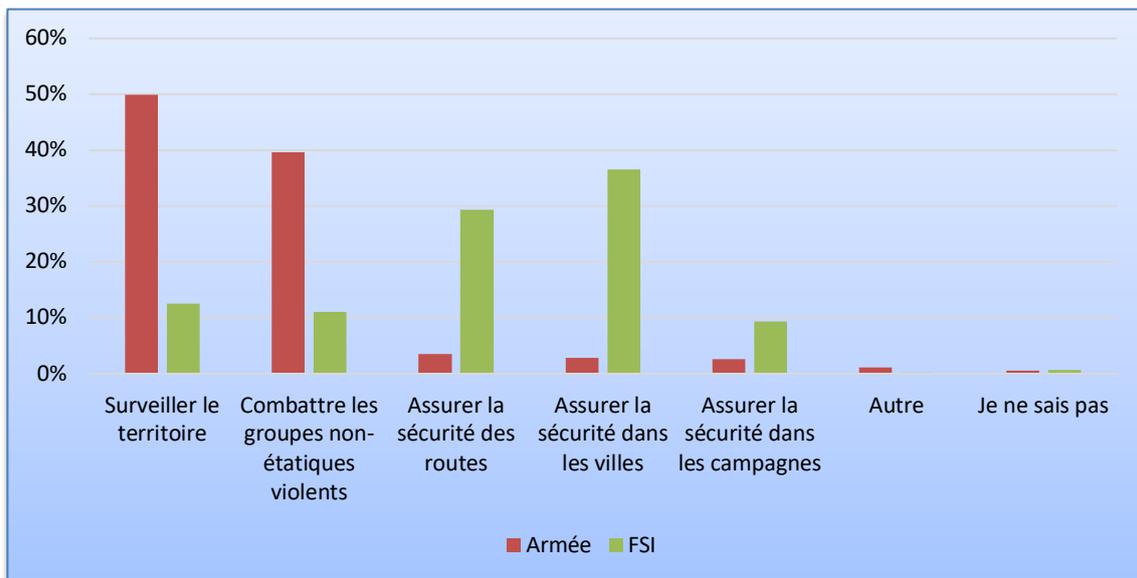
En cas de problème, les populations s'adressent à des acteurs différents même si les autorités traditionnelles restent les plus sollicitées. Les populations se tournent principalement vers l'armée en cas d'attaque contre les personnes et les autorités traditionnelles sont préférées dans les deux autres cas. La police et la gendarmerie sont les forces les plus contactées. Il est intéressant de noter également que la justice étatique est mentionnée comme potentiel recours en cas d'injustice avec les forces de sécurité.

Graphique 43 : Forces contactées en cas d'attaque contre les personnes, tensions entre communautés et injustice avec les FDS



Des différences sont à relever selon le genre et l'âge : **en cas d'attaques contre les personnes, les femmes se tournent plus volontiers vers les autorités traditionnelles (25 % contre 19 % pour les hommes)**. En cas de tensions entre communautés, les adultes préfèrent la justice traditionnelle à 54 %, contre 44 % pour les jeunes qui préfèrent la police (18 % contre 11 % pour les adultes).

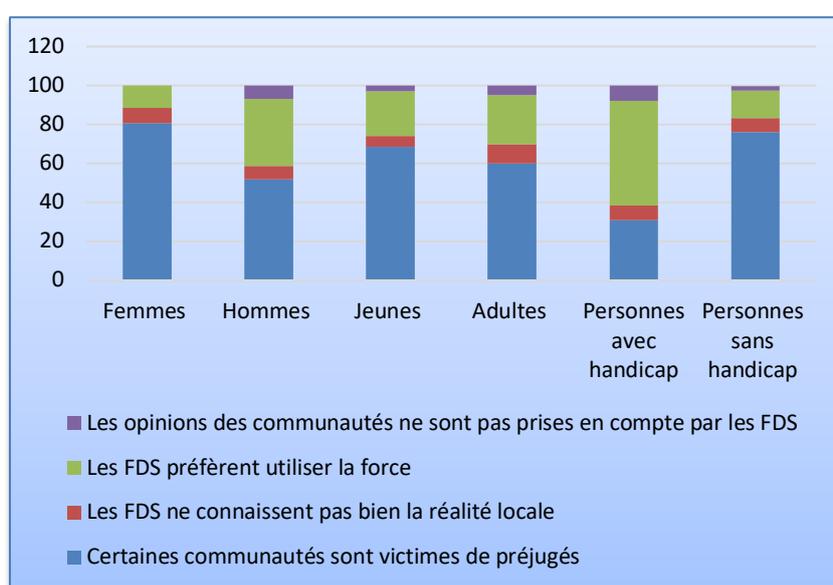
Graphique 44 : Connaissance des différences entre le rôle de l'armée et le rôle des FSI (forces de sécurité intérieure)



La lecture de ces résultats montre une compréhension des différents rôles attribués à l'armée et aux FSI : le rôle de l'armée est reconnu comme étant de surveiller le territoire et de combattre les groupes non-étatiques violents (surtout dans la région de Gao) ; le rôle des FSI est d'assurer la sécurité des routes et des villes.

- 84 % des répondants souhaitent discuter avec les FDS des questions de sécurité avec, dans l'ordre, : l'armée (59 % contre 70 % en octobre 2023), la police (20 %), la gendarmerie (12 %) et la garde nationale (6 %) et sous la forme de réunions entre les FDS et les citoyens (35 %), entre les FDS et les autorités locales (37 %) et entre les FDS et les organisations de la société civile (22 %).
- 56 % (61 % en octobre 2023) des personnes interrogées pensent qu'il est possible de porter plainte contre les FDS, mais seulement 18 % des répondants disent connaître quelqu'un qui a porté plainte.
- 78 % des répondants affirment que les FDS se comportent de la même façon avec toutes les communautés. Dans le cas contraire, les personnes relèvent en majorité que certaines communautés sont victimes de préjugés.

Graphique 45 : Perceptions du comportement des FDS envers les communautés



Seulement 16 % des répondants estiment que les hommes jeunes représentent la catégorie sociale la plus à risque de discrimination ou de violence de la part des FDS et 9 % désignent les éleveurs, mais la grande majorité (56 %) a répondu « je ne sais pas », ce qui est aussi une manière d'éviter la question. De même, les personnes pensent que l'accès aux FDS est le même pour les femmes, les jeunes, les PDI et les personnes handicapées.

4.4. Les relations entre la société civile et les questions de sécurité

La « société civile » est très présente au niveau local sous des formes variées et les populations y associent une grande variété d'acteurs y compris les autorités traditionnelles et coutumières, les leaders religieux, les organisations de femmes ou de jeunes. Bien souvent, ce sont les mêmes personnes qui gèrent ou sont membres de plusieurs associations. Les principales activités sont l'organisation de rencontres et des séances de sensibilisation, mais peu d'actions concrètes sont mises en avant.

Les acteurs les plus visibles sont, par ordre d'importance : les associations de jeunes (82 %), les organisations féminines (64 %), les associations religieuses (57 %), les ONG locales (51 %), les associations professionnelles (43 %).

Voici quelques exemples :

- À Ansongo, les associations sont actives, comme l'association des personnes handicapées, le RECOTRAD, l'association des chefs de villages et fractions d'Ansongo, l'association et syndicats des pêcheurs et agriculteurs et transporteurs du cercle d'Ansongo, la coordination des associations et ONG féminines, la coordination des jeunes de la FORCE-G (Fédération des organisations de résistance civile de Gao) qui dénoncent notamment les arrestations et séquestrations des commerçants de la ville par les éléments russes qui les accusent de vendre du carburant aux GANE et de les soutenir en nourriture, l'association des jeunes musulmans du Mali. À Ansongo, la société civile a manifesté pour demander le départ des Russes et la libération de tous les commerçants détenus.
- À Tenenkou, le conseil communal de la jeunesse et le conseil local de la jeunesse ont conduit des échanges sur le phénomène de la radicalisation des jeunes en mettant l'accent sur le manque d'emploi et le besoin de parler des interprétations du coran.
- À Somadougou, la CAFO organise des rencontres avec les femmes déplacées, notamment celles qui sont à Sévaré et les femmes victimes de violences, et cherche des opportunités économiques pour accompagner ces femmes.
- À Bandiagara, la « Jeunesse » a organisé une rencontre pour discuter du racket, de la saisie de carburant, des denrées alimentaires et des abus de pouvoir exercés par certains membres des FAMA. Après cette rencontre, le préfet de Koro a publié sur les réseaux sociaux un message rappelant l'interdiction de ces pratiques.
- À Gao, la Force G collabore avec la police et a organisé des sessions de sensibilisation entre la police et les populations et mis en place des patrouilles de surveillance la nuit. Les mesures prises (couvre-feu et patrouilles) rassurent les populations qui demandent la sécurisation de l'axe Gao-Sévaré pour permettre la reprise du trafic des hommes et des marchandises ainsi qu'une augmentation des effectifs des FDS. Les jeunes se plaignent davantage des restrictions que ces mesures leur imposent, ce qui crée des tensions. Les populations dénoncent le racket des FDS « même si tu es en règle », la non-protection de la source d'information en cas de dénonciation et le mauvais comportement de certaines FDS. La société civile de Gao a organisé des activités d'assainissement dans les camps militaires (Journal de terrain, Gao, avril 2024).

L'instauration de couvre-feu rassure mais cela perturbe aussi grandement les économies locales. À Tombouctou, les restaurants sont confrontés à une baisse de fréquentation, les forçant à réduire leurs heures d'ouverture ou à fermer temporairement. Même les boutiques d'alimentation, essentielles à la vie quotidienne, opèrent avec des horaires restreints, limitant l'accès aux biens de première nécessité. Cette situation a non seulement affecté les propriétaires d'entreprises et leurs employés, mais aussi perturbé les habitudes des consommateurs et l'économie de la ville dans son ensemble.

Selon les répondants, tous les groupements s'occupent des questions de sécurité en organisant des réunions sur la sécurité pour informer les populations. Les associations de ressortissants, par exemple, informent les autorités locales sur la situation – tout comme les journalistes et les médias - et organisent des réunions. Les associations de jeunes et les associations communautaires seraient plus en contact avec les FDS. Seules les associations religieuses s'occupent peu de sécurité mais davantage de la gestion des conflits entre les gens de la localité. Les besoins de formation de la société civile sur les questions de sécurité sont souvent mentionnés, y compris par les membres de ces OSC.

Les questions relatives à la sécurité devraient relever des comités locaux de sécurité, censés être mis en place dans chaque commune et rassembler régulièrement les autorités locales, les forces de défense, les autorités traditionnelles et tous les acteurs pertinents. **Cependant, ces comités sont peu formalisés, prennent des noms et des formes différents selon les partenaires qui les soutiennent et ont des actions limitées.** Dans la commune de Gabero, par exemple, c'est l'association des légitimités

traditionnelles et religieuses qui a réuni mi-avril tous les chefs des villages de la commune pour discuter des causes de l'insécurité et de la situation des personnes déplacées internes de la commune, installées à Gao.

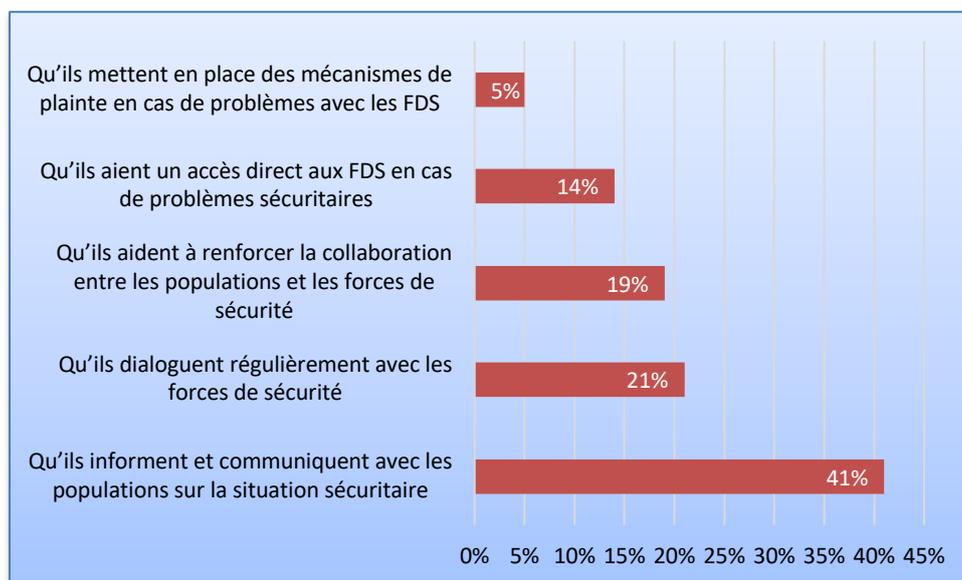
Ce sont les associations et mouvements de jeunes qui sont reconnus comme jouant un rôle plus important au quotidien dans les relations avec les FDS. En cas de problème de sécurité, 76 % des répondants disent s'adresser à un acteur de la société civile, notamment en cas d'attaques contre les personnes et les biens ou de tensions au sein de la communauté. 64 % pensent que l'action de la société civile sur les questions de sécurité est efficace. Parmi les problèmes rencontrés par la société civile, le manque de budget, la peur des représailles et des intimidations, ainsi que la trop forte insécurité sont les plus cités. Par ailleurs, 41 % des répondants attendent des OSC qu'elles communiquent avec les populations sur la situation sécuritaire.

La peur se sent sur les visages des gens et la méfiance aux personnes étrangères, l'insécurité se constate on en parle, la quête à la survivance se fait dans les conditions très difficiles, le manque de confiance entre acteurs et citoyens dont certaines ethnies sont traitées comme semeurs de trouble, désordre et qualifiées de terroristes, qui rend souvent la cohabitation entre communauté très difficile (...) La population vaque à leurs occupations (...) malgré le risque qui en cours car tout le monde peut être victime à tout moment du côté souvent par les groupes armés terroristes ou par les FAMa. (Journal de terrain, Ténenkou, avril 2024)

Il y a également les enlèvements des enfants et jeunes talibés pour être enrôlés dans les groupes armés djihadistes

Ici à Mopti je dirai que l'insécurité a pris une autre tournure, des enfants sont enlevés souvent avec la complicité du marabout pour être enrôlés dans leur armée. Ces gens disent qu'ils agissent au nom de la religion musulmane, quelle religion au monde donne le droit à quelqu'un d'enrôler un enfant dans une armée, finalement nous ne savons même plus ce que ces gens veulent et pourquoi ces enfants sont recrutés sans leur gré et drogués à des fins nocives. (Propos recueilli auprès d'une autorité locale, région de Mopti, avril 2024).

Graphique 46 : Qu'attendez-vous des acteurs de la société civile concernant les questions de sécurité ?



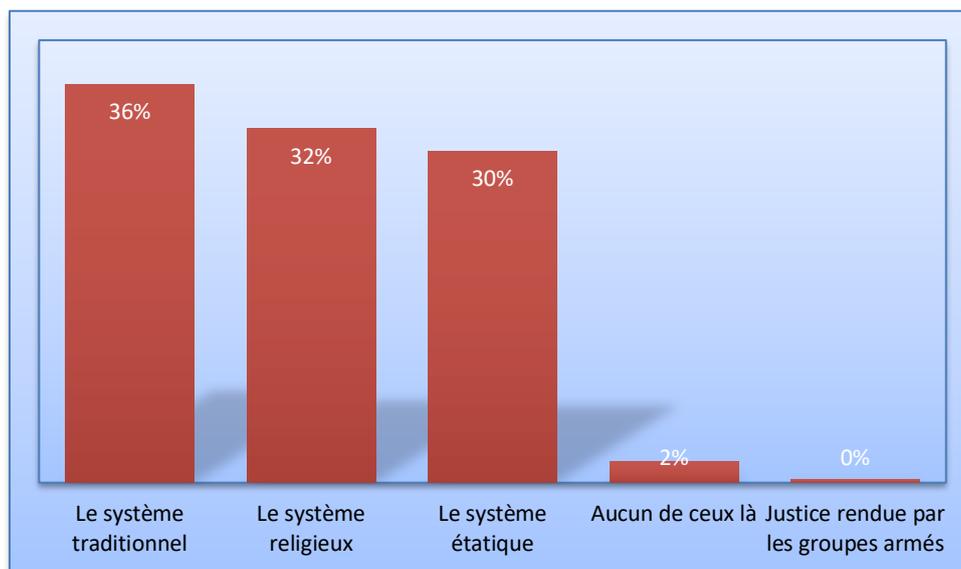
56 % des répondants disent n'avoir jamais personnellement suivi une activité de sensibilisation ou une formation organisée par une OSC. **Pour les 44 % qui ont suivi une formation** (essentiellement des habitants des régions de Mopti et Gao), **61 % des formations ont concerné la cohésion sociale, 23 % la sécurité et 11 % le genre.**

4.4 L'accès à la justice

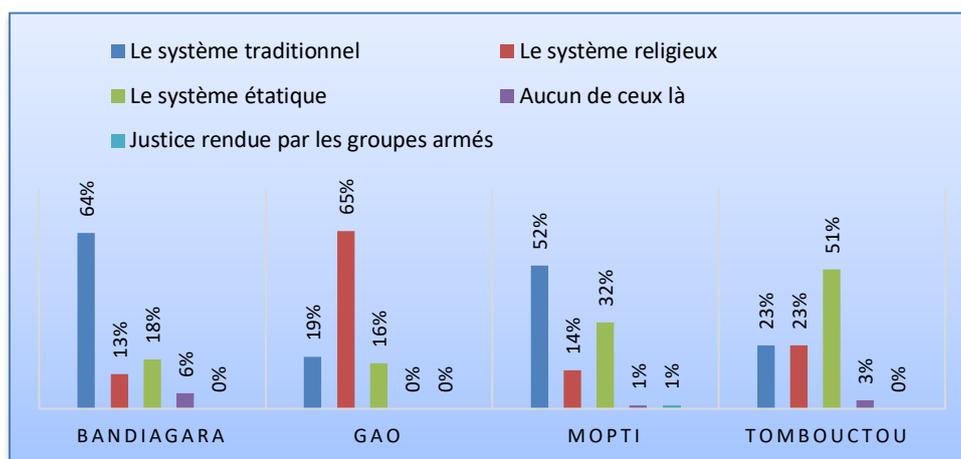
62 % disent envisager se rendre au tribunal étatique en cas de problème de justice dans les régions de Bandiagara, Mopti et Tombouctou. Les habitants des zones urbaines, où le service est disponible, sont plus enclins à se rendre au tribunal (71 %) contre 52 % des habitants des zones rurales.

Pour ceux et celles qui ne l'envisagent pas, les raisons principales sont que le processus de justice est trop lent (28 %), les répondants ne savent pas où se trouve le tribunal le plus proche (22 %), ou n'ont pas les moyens financiers (20 %). 70 % pensent que le tribunal fonctionne. Cependant, 88 % disent ne jamais avoir eu recours à la justice étatique.

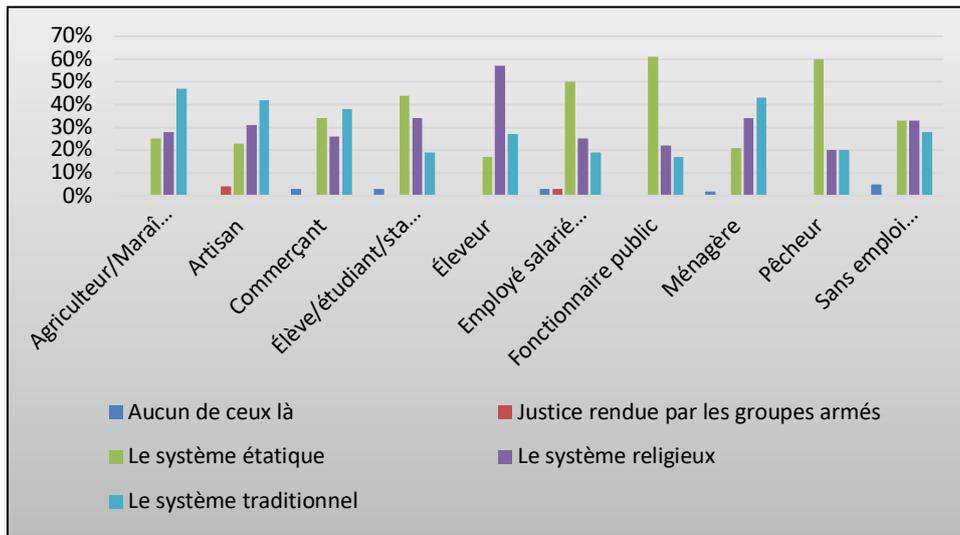
Graphique 47 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance ?



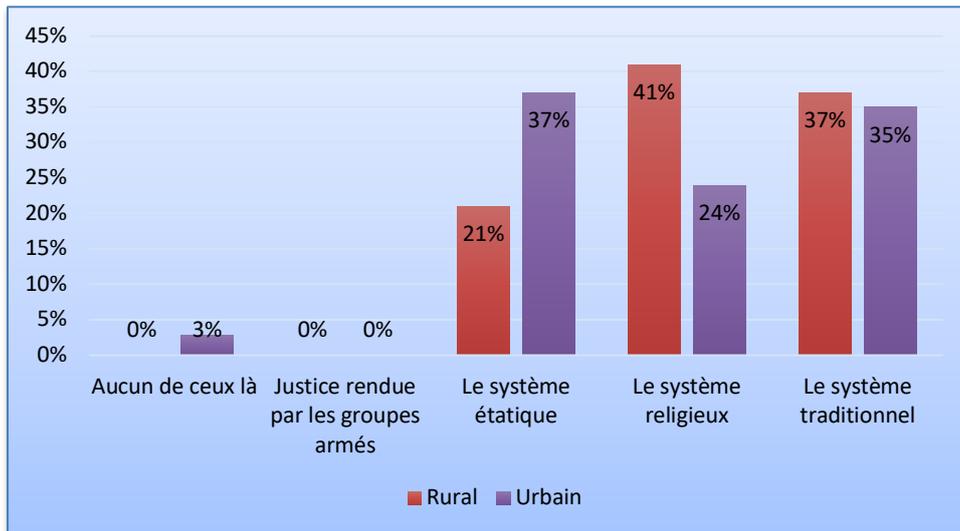
Graphique 48 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance ?



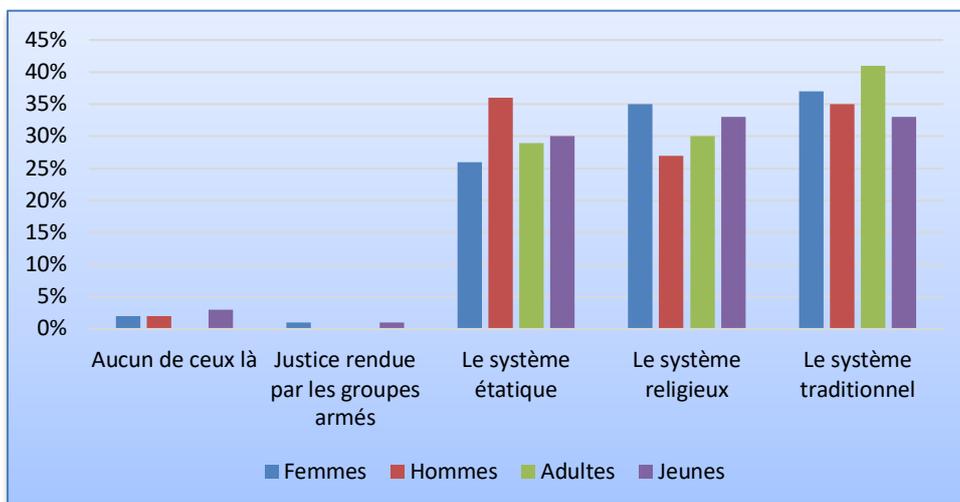
Graphique 49 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par catégorie socio-professionnelle



Graphique 50 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par zone de résidence

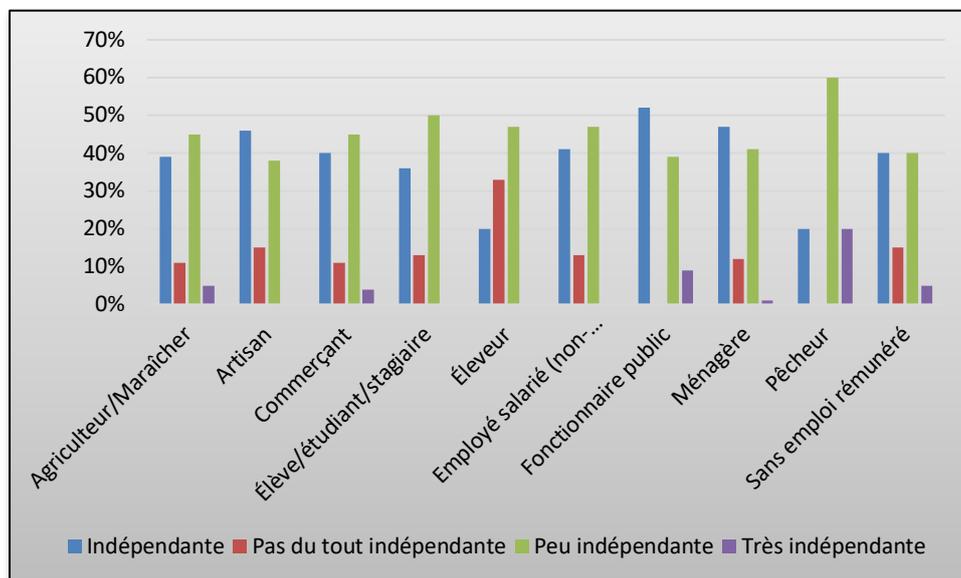


Graphique 51 : Dans quel système de justice avez-vous le plus confiance par âge et genre



Concernant la perception de l'indépendance de la justice étatique, **les avis sont partagés : pour 43 % des personnes interrogées, la justice est peu indépendante et pour 42 % elle est indépendante.** Les populations de la région de Tombouctou pensent que la justice étatique est indépendante à 71 %, contre 43 % à Bandiagara, 25 % à Gao et 35 % à Mopti.

Graphique 52 : Perception de l'indépendance de la justice par catégorie socio-professionnelle



48 % des personnes attendent de la justice qu'elle ne soit pas corrompue et 22 % qu'elle soit rendue dans le respect de tous. 46 % disent solliciter le chef de village pour un conflit familial ou un membre de la communauté parce que le problème sera traité rapidement et efficacement (46 %). De plus, 24 % préfèrent la justice traditionnelle parce que les personnes connaissent le chef et 20 % parce qu'il n'y a rien à payer. **Pour 45 % des personnes enquêtées, la justice traditionnelle et la justice étatique ne s'occupent pas des mêmes questions.** En cas de désaccord avec le jugement du chef, 43 % des personnes disent aller à la justice étatique, contre 50 % qui ne le ferait pas.

Conclusions

Alors que les conditions de vie des populations du Centre et Nord Mali continuent de se dégrader tant aux plans sécuritaire qu'économique, cette nouvelle enquête confirme la confiance que les populations placent dans les autorités de transition pour améliorer la situation. Le déploiement des forces armées maliennes, accompagnées de forces russes dont on comprend qu'elles sont présentes dans de nombreuses localités des régions enquêtées, rassurent les populations sur l'engagement de ces forces contre les groupes armés. Les attentes des populations sont très importantes, mais elles reprochent aux FDS de ne pas intervenir en cas d'attaques. Si les patrouilles sont plus nombreuses, une meilleure réactivité reste attendue. Certaines zones, comme la région de Tombouctou, ont vu la situation sécuritaire s'améliorer, mais ce n'est pas le cas des autres régions. Par ailleurs, la situation dans les centres urbains est meilleure que dans les villages ruraux, davantage exposés aux violences de ces groupes.

Cependant, l'enseignement le plus marquant de cette enquête est la baisse de la confiance dans les FDS et le fait qu'ils soient de plus en plus considérés comme des sources d'insécurité. La violence des FAMA, et surtout des forces russes, est largement rapportée lors des discussions, notamment les arrestations arbitraires et les exécutions sommaires, ce qui suscite la terreur chez les populations. Les Maliens et Maliennes continuent de soutenir « leurs » FAMA dans cet effort de guerre contre les groupes armés, mais la peur de ces mêmes forces est de plus en plus exprimée. La propagande

gouvernementale est aussi parfois remise en cause face à l'absence de résultats sur le terrain.

Enfin, concernant l'accès à la justice, si les autorités traditionnelles sont préférées en cas de conflit familial ou communautaire, les populations ont conscience des différences entre justice traditionnelle et justice étatique. Bien que ces deux systèmes ne soient pas exclusifs l'un de l'autre, il importe de bien définir les rôles de chacun. Lorsque le système étatique est disponible, les populations le mentionnent. Toutefois, la corruption est une critique récurrente à l'égard du système de justice étatique.

Recommandations

- **Renforcer le déploiement dans les zones rurales** : les populations rurales sont davantage exposées à la violence des groupes armés, mais aussi à celle des FAMA et des forces russes. Les villages sont souvent attaqués, le bétail volé et les populations sont contraintes d'aller se réfugier dans les zones urbaines.
- **Soutenir l'emploi dans les régions, en particulier en direction des jeunes** : la situation économique est très dégradée dans les régions enquêtées que ce soit la conséquence directe de l'insécurité (vol de bétail, champs brûlés, blocus) ou indirecte (mesures prises par les autorités comme le couvre-feu, l'interdiction de vendre de l'essence, etc.). Ce sont toutes les catégories socio-professionnelles qui sont touchées, situation aggravée par le manque d'électricité. Le départ de la MINUSMA a intensifié le chômage dans les localités où elle était présente et des mesures doivent être prises pour offrir des opportunités économiques, en particulier aux jeunes.
- **Rappeler aux FDS le respect des droits humains** : les arrestations arbitraires, les exécutions sommaires, les discriminations et autres violations des droits humains sont de plus en plus dénoncées par les populations qui sont soumises à la violence de tous les groupes armés et des FDS.
- **La collaboration entre les populations et les FDS peut aider à la collecte d'informations auprès des populations sur l'évolution locale de la situation sécuritaire** à condition que cela s'effectue à travers des mécanismes discrets et sécurisés (applications, points focaux, relais par les acteurs locaux de la société civile formés pour cela) pour ne pas exposer les citoyens.
- **Soutenir la mise place d'une police de proximité afin de faciliter les échanges entre les populations et les forces et atténuer la méfiance mutuelle.** La formation des différentes forces doit être une priorité.
- Appuyer l'institutionnalisation de comités locaux de sécurité, à l'échelle nationale.
- L'insécurité asphyxie l'économie de ces régions. **Il est indispensable de sécuriser les axes et les foires afin de rompre l'isolement des zones rurales en permettant l'acheminement des produits de première nécessité**, mais aussi de garantir aux populations la poursuite de leurs activités.

Stockholm/Bamako, septembre 2024